



# L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

## Contre les plans impérialistes :

N°98 - Mai 2010 - 2 Euros



PEOPLES OF EUROPE  
RISE UP  
ΚΚΕ

ΛΑΟΙ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ  
ΞΕΣΗΚΩΘΕΙΤΕ  
ΚΚΕ

ΧΙΚΕΣ ΟΡΓ...  
ΑΛΙΣΤΙΚ...  
ΠΑΣΧΑ...  
...ΤΑ...  
...ΣΤΙΚΑ

# Unité ouvrière !

Groupé Socialiste Internationaliste  
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV<sup>e</sup> Internationale

## Edito.

# Contre les plans impérialistes : Unité ouvrière !

En voyage à Pékin le 29 avril, N. Sarkozy a cherché à rassurer les marchés financiers sur le plan d'aide à la Grèce, pais fortement déstabilisé par la notation de l'agence Standard & Poors (S&P) : « *Nous ne laisserons pas la spéculation agir à son gré pour déstabiliser tel ou tel pays* ». S&P est une agence d'analyse des marchés boursiers, son activité consistant à noter la solvabilité de la dette des entreprises et des Etats. Selon les critères de cette agence, la dette de la Grèce est passée d'une « qualité inférieure moyenne » à une « qualité spéculative ». Traduction : les capitalistes voulant investir dans la dette de la Grèce feront désormais un pari plus risqué pour empêcher leur magot.

A l'annonce de la notation, la panique a gagné les marchés boursiers et le taux d'intérêt des Etats endettés est monté en flèche. Obama, Sarkozy et tous les autres dirigeants impérialistes continuent à nous parler de moralisation du capitalisme, mais force est de constater que ce sont quelques rois de la finance internationale qui décident du sort des Etats, et donc du sort des travailleurs de tous les pays.

Le taux d'intérêt de la dette Grecque est grimpé à 9,4%. Et le premier ministre G. Papandréou, social-démocrate, compte bien en rembourser l'intégralité en faisant payer les travailleurs : augmentation de la TVA, gel des salaires dans la fonction publique, suppression des 13e et 14e mois de salaires, toutes facilités de licenciement pour le patronat.

Le Portugal, rétrogradé également par l'agence, a annoncé par la voix de son 1er ministre J. Socrates, social-démocrate également (PS), que le plan d'austérité allait s'appliquer plus rapidement que prévu. Même son de cloche du côté du gouvernement social-démocrate d'Espagne, dont la notation a également été révisée : « *nous sommes en train de prendre toutes les me-*

*asures pour remplir nos engagements* », selon la ministre M.T. de la Vega.

Le plan du FMI, concerté avec l'Allemagne et la France pour soutenir la Grèce, est d'ores et déjà caduque. Les gouvernements de ces Etats, appelés PIGS (avec l'Irlande) sur les marchés financiers, ne pourront pas rembourser leurs dettes pharamineuses aux banques (celles-là mêmes qu'ils ont tous contribué à sauver de la crise !) sans faire payer violemment leurs travailleurs. Le mythe de l'UE s'effondre face à un système capitaliste fondé sur la concurrence et la propriété privée des moyens de production.

L'ancien président Français, V.G. d'Estaing, aujourd'hui pontife de l'UE et rédacteur du traité constitutionnel rejeté en 2005 par les travailleurs français, s'est alarmé de la « *désintégration* » de l'UE : « *La solidité de l'ensemble ne tient plus qu'à un fil, celui qui unit la France et l'Allemagne* ». L'essence de l'UE est effectivement d'être un outil conjoint des impérialistes français et allemands : la survie de l'UE ne dépend que de leurs intérêts capitalistes.

Les premiers défenseurs de ces intérêts capitalistes sont les partis socio-démocrates, qui pour la plupart portent encore le nom trompeur de socialistes et qui, à la tête de régions ou bien d'Etats, appliquent des politiques anti-ouvrières de casse des acquis sociaux et d'austérité budgétaire pour contenter les capitalistes dont, en premier lieu, ceux des pays impérialistes.

La social-démocratie, issue d'une tradition ouvrière centenaire, est aujourd'hui totalement inféodée à la bourgeoisie. Cherchant à se définir comme le visage humain d'un capitalisme capable de concilier des réformes à la fois sociales et libérales, elle s'est avérée être un vain fard de « gauche » sur le vrai visage du capitalisme, celui-ci n'étant qu'exploitation et misère.

D. Strauss Kahn, social-démocrate, se trouve à la tête du FMI, principal instrument des impérialistes pour asphyxier les autres pays par le biais de la dette. A lui seul, Strauss Kahn symbolise la volonté des capitalistes à utiliser des « socialistes » pour appliquer des mesures contre la classe ouvrière internationale.

Les travailleurs de toute l'Europe subissent aujourd'hui des attaques coordonnées, comme la contre-réforme européenne sur les retraites, avec l'aval de la Confédération Européenne des Syndicats (à laquelle appartiennent, entre autres, la CGT et la CFDT). Partout en Europe, les travailleurs et les jeunes cherchent à répondre aux plans imposés par les impérialistes, alors que le manque d'unité organisationnelle ne permet pas de percer les fronts ouverts par les capitalistes.

Quel parti aujourd'hui revendique l'annulation de la dette des Etats aux banques ? Aucun ! Pourquoi les partis « de gauche » n'appellent-ils pas à s'appuyer sur le 1er mai, la journée internationale de mobilisation des travailleurs, et à en faire une journée de manifestation européenne pour sauver les retraites, engageant ainsi un combat unifié et planifié pour empêcher cette contre-réforme dans tous les pays ?

Comment s'étonner alors de ce que les directions syndicales, liées à ces partis, aient organisé un tel fiasco, en France, ce Premier mai ? Près de 300 cortèges dans l'ensemble du pays n'ont rassemblé que 300 000 personnes, trois fois moins qu'en 2009 ! Pourtant, les grèves et les occupations se sont multipliées depuis la fin de 2008... Mais, au lieu de centraliser ces mobilisations, les dirigeants syndicaux préfèrent se ranger au calendrier de concertation de Sarkozy-Fillon et mettre en œuvre une politique de dispersion et de division permettant au gouvernement et au MEDEF

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : [contact@gsi-litqi.org](mailto:contact@gsi-litqi.org) - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>  
Clôture rédactionnelle le 5 mai 2010 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

d'avancer rapidement dans leur contre-réforme des retraites.

En Grèce comme en France, toutes ces organisations politiques font front commun pour protéger les capitalistes face à leur propre crise. La social-démocratie et les résidus du stalinisme travaillent dans les gouvernements, comme dans les syndicats, à isoler et démoraliser la classe ouvrière. Et si notre classe parvenait à surmonter cet obstacle bureaucratique, en imposant son unité et sa démocratie à la base, elle verrait ces mêmes sociaux-démocrates et stalinien, flanqués de leurs nouveaux alliés électoraux anticapitalistes, prendre la tête de la lutte dans le cadre d'un front populaire de combat.

Les partis issus du trotskisme, comme le NPA, LO ou le POI en France, ont

une grande part de responsabilité dans le manque de perspective organisationnelle des travailleurs. Ces organisations héritières de la lutte contre le parlementarisme et le stalinisme, lutte qui posa les bases de la 4e internationale en 1938, se sont adaptées, chacune à leur manière, à la Ve république bourgeoise et à ses institutions. Plus aucune ne défend la perspective de prise du pouvoir par les travailleurs pour aller vers le socialisme, un système totalement débarrassé de la concurrence et de la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Pourtant, si l'on ne veut plus que la spéculation agisse « *à son gré pour déstabiliser tel ou tel pays* », il faut abattre la cause de la spéculation, une cause qui ne réside pas dans l'amoralité des actionnaires, mais dans le système

capitaliste lui-même. Face à la crise, il n'y a que deux issues possibles : soit les travailleurs acceptent les plans impérialistes appliqués par des soi-disant « socialistes », soit ils répondent de toutes leurs forces par l'unité de classe et se mettent en mouvement vers la prise du pouvoir.

La classe ouvrière n'est pas prête à accepter les plans impérialistes. Mais il lui manque un parti pour les surmonter, un programme communiste et internationaliste pour organiser sa riposte : nous devons reconstruire la quatrième internationale. C'est le projet de la LIT-QI et du GSI, sa section française. C'est ce parti qui fait cruellement défaut à nos mobilisations, à nos grèves ; un parti que nous construisons et que nous appelons à construire.

---

## Revue de presse sociale

Au cours des semaines qui viennent de s'écouler, on observe que l'activité de la lutte des classes se maintient toujours à un niveau élevé. Les grèves sont nombreuses, gagnant en combativité et en détermination dans de nombreux pays. Les travailleurs montrent chaque jour qu'ils ne sont pas prêts à payer la crise provoquée par les capitalistes et les banquiers. Une constante de la situation actuelle est aussi le rôle joué par les bureaucraties syndicales et politiques. Partout, ces dernières jouent un rôle de contention pour empêcher le déferlement du mouvement de masse. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, du déferlement qui permet aux travailleurs de renverser le système capitaliste et ses caractéristiques barbares.

En Grèce, les relations entre le peuple et le gouvernement se sont sensiblement tendues dans les dernières semaines. Cette situation s'explique par le fait que le FMI et l'Union européenne veulent pousser le gouvernement grec à appliquer un plan d'austérité drastique : il s'agit de supprimer massivement des postes dans la fonction publique, de baisser les salaires des fonctionnaires de 20 %, de liquider le système de retraites, de couper dans les budgets de la santé et de l'éducation, de privatiser les entreprises publiques, etc. Mais les travailleurs grecs ne sont pas prêts à se laisser faire. La visite des représentants du FMI dans le pays a d'ailleurs été

accueillie par plusieurs manifestations : 2 500 personnes ont manifesté à Athènes où l'on a pu voir des banderoles « Le capitalisme doit payer la crise » et « FMI go home ».

Dans ce contexte, le nombre de grèves a fortement augmenté. Le 21 avril, une nouvelle grève de la fonction publique a eu lieu, de nombreuses administrations, des collectivités locales et des établissements scolaires sont restés fermés. Dans le même temps, des arrêts de travail touchaient les secteurs de la santé, de la justice, du bâtiment et du textile. Le 26 avril, les marins grecs se sont mis en grève, suite à l'annonce du Premier ministre de la levée des restrictions de cabotage pour les navires de croisière en Grèce. Cette mesure de libéralisation du secteur maritime, faite sur recommandation du FMI, permettrait à des navires étrangers d'opérer sur des routes maritimes à l'intérieur des eaux grecques. La plupart des navires grecs sont restés à quai ce jour. Le 27 avril, ce sont les travailleurs des transports publics d'Athènes qui se sont mis en grève pour s'opposer au plan d'austérité. Mais une question se pose : pourquoi les centrales syndicales et les partis politiques qui disent représenter la classe ouvrière ne mettent-ils pas tout en œuvre pour faire échec aux plans du gouvernement ? Pourquoi n'appellent-ils pas à la grève générale jusqu'au retrait total du plan d'austérité ?

### La crise économique en quelques chiffres

La situation économique s'est encore fortement dégradée au cours du mois d'avril. La meilleure illustration de cette situation est la position dans laquelle se trouvent la Grèce et le Portugal, même si d'autres pays paraissent également très exposés. La zone euro est particulièrement touchée, mais des pays comme le Japon ou le Royaume-Uni se trouvent dans une position délicate. En tout cas, les capitalistes essaient de profiter de cette crise pour affliger durement les travailleurs en leur imposant des plans d'austérité. C'est dans cette perspective qu'il faut voir le rôle des agences de notation.

C'est en Grèce que la situation paraît la plus délicate. Dans ce pays, le **déficit public** initialement prévu à 2 % du PIB avant le début de la crise sera finalement de **14 %** cette année. Le 27 avril, les centrales syndicales, sous la poussée du mécontentement des masses, ont appelé à une grève générale le 5 mai. Dans le même temps, l'agence de notation S&P a abaissé la note de la Grèce à BB+, la plaçant ainsi dans la catégorie « spéculative ». En d'autres termes, en baissant la note de la Grèce, l'agence fait la prévision que la faillite de la Grèce est plus probable qu'auparavant. Il donne un signal supplémentaire pour favoriser la spéculation sur la dette de ce pays. L'agence attribue cette décision aux

(Suite page 4)

La situation est également en train de se tendre fortement au **Portugal**. Après la Grèce, les spéculateurs ont décidé de s'attaquer à ce pays. De cette manière, les capitalistes comptent aider le gouvernement à faire passer son plan appelé Plan de stabilité et de croissance (PEC). Ce plan d'austérité prévoit notamment de réduire le nombre de fonctionnaires et de geler les salaires pendant quatre ans.

Là encore, les travailleurs montrent leur mécontentement. À partir du 26 avril, une grève de trois jours a commencé dans les transports publics, touchant particulièrement le transport ferroviaire, le transport routier et le transport fluvial à Lisbonne. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu une telle mobilisation dans le secteur ferroviaire et dans le secteur fluvial. Dans la région de Porto, presque aucun train n'a circulé ; dans la région de Lisbonne, seuls quelques trains ont roulé sur les lignes de banlieue, et presque aucun bateau ne circulait entre la rive sud du Tage et la capitale. La grève a également été très suivie dans la région de Braga, la troisième ville du pays, et en Algarve, région du Sud du pays. En tout, seuls 20 % des trains ont circulé. Les travailleurs des transports exigent des augmentations de salaire. Le 27 avril aussi, une grève, suivie par 80 % (avec un pic à plus de 90 % dans les centres de distribution de Lisbonne) des travailleurs s'est déroulée à la poste portugaise. Les grévistes s'opposent aux diminutions de salaire que la direction veut imposer. Le 27 avril encore, une grève des fonctionnaires du Parlement a fortement perturbé la session en cours. Les grévistes s'opposent à la remise en cause de leur statut. D'autres arrêts de travail sont également prévus dans les prochaines semaines, notamment une grève des chauffeurs routiers qui menacent de bloquer le pays. Au Portugal comme ailleurs, c'est la politique des directions syndicales qui empêche l'unification des luttes et le déferlement du mouvement de masse.

Au **Royaume-Uni**, le 10 avril, plusieurs manifestations ont réuni des milliers de travailleurs contre les baisses de salaire prévues par les différents candidats aux élections générales du mois de mai. Travailleurs, étudiants et retraités se sont joints à l'appel du syndicat de la fonction publique Unison et de la Convention nationale des retraités (NPC). Les manifestants étaient plus de 20 000 à Londres ou encore quelque 2 500 à Glasgow. À cette occasion, le

secrétaire général du syndicat Unison, Dave Prentis, a dénoncé le fait que les travailleurs étaient en train de « payer les erreurs des banquiers ».

En **Finlande**, 9 300 salariés de l'industrie alimentaire se sont mis en grève du 21 au 23 avril, suite à l'échec des négociations portant sur la convention collective du secteur. Le mouvement a touché 57 sites de production dont des boucheries, des laiteries et des boulangeries. Si aucun accord n'est pas trouvé d'ici au 5 mai prochain, le Syndicat des travailleurs finlandais de l'industrie alimentaire (SEL) prévoit d'organiser de nouveaux arrêts de travail du 5 au 10 mai. Cette fois-ci, le mouvement concernera 83 sites de production et 11 700 salariés.

En **France**, la situation a aussi été marquée par une haute activité de la lutte des classes. On observe notamment de nombreuses grèves offensives portant sur les salaires.

Dans le secteur des transports, c'est la grève de la **SNCF** qui retient le plus l'attention. Cette grève portant sur plusieurs revendications a duré près de deux semaines. Mais alors qu'il y a urgence à construire un mouvement dans l'unité avec tous les travailleurs sur la question des retraites, pourquoi les syndicats CGT et SUD de l'entreprise sont-ils partis seuls dans ce mouvement ?

Toujours dans les **transports**, quasiment tous les secteurs de ce domaine d'activité ont été touchés par des arrêts de travail : Sea-France dans le transport maritime, les TCL (Transports en commun de Lyon), les TAM (Transports en commun de Montpellier), pour ne citer quelques exemples. Un autre exemple, celui des 130 employés de l'entreprise Les cars d'Orsay, dans l'Essonne, qui débrayent depuis le 6 avril pour exiger une augmentation de 150 euros et une amélioration de leurs conditions de travail.

Dans l'**industrie**, on assiste aussi à de nombreuses mobilisations. À Airbus, les cinq syndicats organisent des grèves tournantes pour exiger des augmentations de salaire et de nouvelles embauches. Les grévistes sont plusieurs milliers à Toulouse, à Nantes et à Nice. Les travailleurs exigent une augmentation de 3,5 %.

Toujours dans l'industrie, voici quelques exemples de mobilisation qui se font souvent dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. En Saône-

(Suite de la page 3)

« difficultés politiques, économiques et budgétaires auxquelles est confronté le gouvernement grec dans ses efforts pour redonner au fardeau de la dette publique une trajectoire baissière soutenable », c'est-à-dire que la réaction des travailleurs pourrait constituer un obstacle au plan d'austérité du gouvernement.

Au **Portugal** aussi, la situation s'est fortement détériorée. Le déficit a été de 9,4 % dans ce pays pour l'année 2009. Les spéculateurs ont commencé à attaquer l'économie portugaise, considérant que le plan d'austérité du « socialiste » Sócrates n'était pas suffisant. Les agences de notation ont aussi baissé la note du pays, ce qui fait que désormais il devra contracter des emprunts à des taux plus élevés, créant ainsi un cercle vicieux.

D'après certains analystes économiques, l'**Espagne** et l'**Irlande**, avec respectivement des déficits de 11,2 % et 14 %, sont également dans une position très fragile. Le Royaume-Uni se trouve lui aussi dans une position inconfortable. Mais il est important de comprendre que derrière ces chiffres se profilent de brutales attaques contre les travailleurs. Quand les banquiers, qui sont à l'origine de la crise de 2007-2008, mettent en garde contre l'ampleur des déficits publics, c'est parce qu'en même temps ils préconisent des plans d'austérité. On voit le résultat de ces annonces : en Grèce et au Portugal, les salaires vont baisser, l'âge de la retraite va être repoussé, les pensions vont diminuer, les budgets sociaux et les services publics vont être taillés à la hache, les entreprises publiques privatisées. Au **Royaume-Uni**, les responsables des trois principaux partis candidats aux prochaines élections générales n'ont quant à eux pas nié la nécessité de réduire les dépenses publiques, et notamment les salaires des fonctionnaires.

Dans le même temps, la situation continue de se dégrader pour les travailleurs. En plus des baisses de salaires auxquelles ils doivent faire face, le chômage continue d'augmenter. Par exemple, en **Espagne**, le taux de chômage s'élève désormais officiellement à **20,02 % de la population active**. En **France**, les chômeurs des catégories A, B et C, étaient 18 100 de plus en mars que le mois précédent. Il y a désormais **3,89 millions de personnes** sans emplois dans le pays.

et-Loire, les employés d'**Isoroy**, société de transformation du bois installée à Torcy, réclament une augmentation de 3 %, une prime de poste de 150 euros

(Suite page 9)



# L'abstention aiguisé la crise du NPA

Le NPA, frappé de plein fouet par l'abstention ouvrière et populaire, n'en finit plus de solder sa crise. Le résultat électoral des régionales, autour de 2,5% des suffrages exprimés, de cette nébuleuse anticapitaliste, signe l'échec de sa stratégie. C'est ce que vient confirmer dans son point numéro 6, une résolution politique adoptée lors du Conseil Politique National des 27 et 28 mars 2010 : « *Nos propres listes réalisent un score décevant. Nous n'avons pas pu, pas su lutter contre un climat abstentionniste qui touche le plus l'électorat d'extrême gauche, plus populaire, plus jeune, plus présents dans les quartiers populaires qui ne se sont pas mobilisés. Selon les sondages, plus des deux tiers des électeurs d'Olivier Besancenot en 2007 ne se sont pas rendus aux urnes.* »<sup>(1)</sup>.

Ce constat d'échec, loin de remettre en cause l'identité électoraliste du NPA, pousse certains de ses membres à aller jusqu'au bout de cette logique. Et ce d'autant plus que la résolution politique affirme : « *Les résultats du Front de gauche apparaissent plutôt bons dans le contexte* »<sup>(2)</sup>.

Ainsi, d'après un article de Libération, ce sont 10% des membres du CPN qui ont démissionné récemment de leur fonction. « *Sur les 191 membres du CPN du NPA, 18 départs ont été constatés* » après les régionales, souvent pour des questions de « *divergences politiques* », et « *environ la moitié d'entre eux* » ont également quitté le parti, a annoncé vendredi Ingrid Hayes du comité exécutif du NPA, interrogée par l'AFP. »<sup>(3)</sup>.

Sûrement confortés par le résultat du Front de gauche élargi au NPA dans la région Limousin, où il obtient 19% et 2 conseillers régionaux pour le NPA, « *trois ou quatre ont rejoint la Gauche unitaire* »<sup>(4)</sup> de Christian Piquet (ex-dirigeant de la LCR et du NPA), une des composantes du Front de Gauche. Quant au nombre de militants revendiqué, le moins que l'on puisse dire, c'est que le règne de « *l'à-peu-près* » dans le NPA, n'arrange pas les affaires de I. Hayes : « *On reste sur l'estimation de 8.000 adhérents* », il n'y a « *pas de chute vertigineuse* », a-t-elle fait valoir, tout en reconnaissant « *la difficulté de*

*mesurer exactement l'ampleur des départs* »<sup>(5)</sup>.

L'estimation fantaisiste est suivie d'un aveu ! Prise en flagrant délit de mensonge, la direction du NPA, incapable de mesurer exactement l'ampleur de ses pertes, est la direction en crise d'une « *organisation* »... en crise. Ainsi la résolution politique du CPN à été adoptée à 53 voix pour, 31 contre, 20 abstentions et 6 refus de vote.



## Le rêve brisé

« *Ce à quoi nous aspirons donc, c'est à la fondation d'un nouveau parti de la gauche anticapitaliste européenne : une nouvelle gauche, radicale, de par le monde. C'est cela notre « préavis de rêve » !* »<sup>(6)</sup>. Cette phrase est tirée de la « *dernière interview* » de D. Bensaïd, décédé en janvier dernier. D. Bensaïd était un dirigeant historique de la LCR, du « *secrétariat unifié* » (le courant international de la LCR) ainsi que le théoricien de la constitution de partis de type NPA, d'où l'importance des citations extraites de cette « *dernière interview* ».

L'erreur de l'orientation préconisée par D. Bensaïd avec le NPA - et la confirmation de son échec - c'est que le PSOL du Brésil, traverse lui aussi une grave crise, suite aux débats houleux sur le choix du candidat pour l'élection présidentielle, la crise du NPA vient confirmer un fait majeur : à travers ces deux partis emblématiques, c'est le projet même de parti anticapitaliste qui est en crise.

En réalité, le NPA est pieds et poings liés au système institutionnel par son

unique raison d'être, de bons résultats électoraux pour, selon les termes de D. Bensaïd, « *radicaliser, en quelque sorte, la démocratie* »<sup>(7)</sup>. Ainsi, loin de remettre en cause sa stratégie néo-réformiste, le NPA persiste et signe : « *Nous opposons au projet d'alternance social libéral, sous la houlette du PS, une autre politique, un programme de mesures radicales anticapitalistes, sociales et écologiques, qu'appliquerait un gouvernement véritablement au service des classes populaires et qui ne craindrait pas de remettre en cause le pouvoir de la finance, des banques et du patronat.* »<sup>(8)</sup>.

Il a pourtant trouvé face à lui, comme tous les partis institutionnels pro-capitalistes, des travailleurs et des jeunes déterminés à renvoyer dans les cordes tous ceux qui n'ont aucune alternative à leur proposer. Les voies de la lutte des classes sont impénétrables, tout comme l'est la colère et la révolte des travailleurs qui occupent leur usine ou retiennent leur patron. Bien malin celui qui pourra prévoir d'où partira l'étincelle qui allumera la mèche de l'explosion sociale généralisée à venir.

Ce qui est sûr, c'est que pour stopper les attaques du gouvernement et les plans de licenciements, comme l'indiquent les travailleurs, il faudra unifier les luttes. La solution ne viendra pas des urnes, n'en déplaise au NPA, mais de l'action directe des travailleurs et des jeunes pour la grève générale, pour la prise du pouvoir, pour le socialisme.

**Raoul**

1) <http://www.npa2009.org/content/resolution-politique-adoptee-par-le-cpn-des-27-et-28-mars>

2) Idem

3) <http://www.liberation.fr/politiques/0101629371-demissions-en-serie-a-la-direction-du-npa>

4) Idem

5) Idem

6) [http://www.marianne2.fr/Daniel-Bensaïd-la-derniere-interview\\_a183451.html](http://www.marianne2.fr/Daniel-Bensaïd-la-derniere-interview_a183451.html)

7) Idem

8) Point 8, <http://www.npa2009.org/content/resolution-politique-adoptee-par-le-cpn-des-27-et-28-mars>

# Toujours moins d'impôts pour toujours plus de profits pour les capitalistes.

**F** Engels (*Les origines de la famille...*), puis Lénine (*L'Etat et la révolution*) se sont penchés sur « l'alliance du gouvernement et de la bourse (...) comme le moyen, indirect, mais le plus sûr d'assurer la toute puissance de la richesse, des capitalistes ». La phase actuelle de la crise du système capitaliste réaffirme, de façon éclatante, la pérennité de cette « alliance », dont la politique fiscale des Etats est un des principaux éléments. Un élément qui se trouve au cœur de l'offensive spéculative lancée contre l'Etat grec : voire, en vérité, contre les travailleurs, les retraités et la jeunesse en Grèce.

En effet, la « crise grecque » met en lumière les conséquences prévisibles de cette fiscalité mise en œuvre dans le monde entier, dès le milieu des années 80, lors de l'imposition de ce qu'on appelle le « consensus de Washington » comme socle d'un accord politique et économique entre la bourgeoisie, la « social-démocratie » et les staliniens (lancés, eux, dans la restauration du capitalisme en URSS et en Europe de l'Est).

L'objectif de la bourgeoisie et des puissances impérialistes est de rétablir leur taux de profit ; un taux menacé dès la fin des années 60, une fois achevée la période de reconstruction entamée à la fin de la seconde Guerre mondiale. Désormais, la politique des capitalistes sera guidée par la volonté de démanteler ce qu'ils appellent « l'Etat providence » (comprendre : les services publics et la protection sociale), pour se réapproprier les sommes colossales qui leur avaient ainsi échappées.

En effet, jusque-là et pendant 40 ans, la doctrine kénéésienne<sup>(1)</sup> avait peu ou prou dominé les politiques économiques des pays sous l'emprise directe du capital, cette doctrine correspondant au compromis contre-révolutionnaire établi au sortir de la guerre, lorsque les mobilisations ouvrières menaçaient l'existence-même du système capitaliste. Ce compromis consistait à concéder beaucoup, via les bureaucraties syndicales, pour ne pas perdre l'essentiel : le pouvoir, le contrôle des leviers de l'économie.

En simplifiant à l'extrême, l'Etat, selon les kénéésiens, doit intervenir dans l'économie en recherchant le plein emploi. En matière fiscale de période de crise, cela signifie : la baisse des impôts, une politique de grands travaux pour soutenir l'économie capitaliste et, donc, une dette publique plus forte. En période de « reprise », de meilleures recettes fiscales permettront une résorption de la dette publique, un désendettement de l'Etat, un retour à l'équilibre budgétaire.



Le « consensus de Washington » consacre un retournement de doctrine économique conforme aux thèses ultralibérales<sup>(2)</sup>, celles-ci correspondant beaucoup mieux aux intérêts profonds de la bourgeoisie, et surtout à ses impérieuses nécessités. Dans cette logique, tout ce qui peut être privatisé doit l'être : l'ensemble des ressources financières, l'ensemble des richesses créées doivent être dirigées vers « le marché » et la bourse, présentés comme les seuls à même « d'assurer l'allocation optimale des ressources économiques » ; ainsi, en fin de compte, le maximum de profits doit tomber dans les poches des capitalistes.

Le « laisser faire, laisser passer » cher à A. Smith<sup>(3)</sup>, père du libéralisme, redevient le mot d'ordre des capitalistes. Sauf que le monde du 20<sup>ème</sup> siècle de Von Hayek n'est pas celui du 18<sup>ème</sup> siècle de Smith, la libre entreprise, la libre concurrence ayant fait place à la domination des monopoles, alors que l'impérialisme représente, depuis un siècle déjà, le stade suprême du capitalisme. Aussi, la spéculation et les activités parasitaires tendent à envahir toute la sphère économique.

Bien entendu, l'Etat intervient toujours aux côtés de la bourse, mais la baisse des impôts devient « une fin en soi »,

surtout pour ceux qui, *a priori*, en payent le plus : les capitalistes. C'est « une fin en soi » en ce sens qu'elle permet de « justifier » les privatisations, le démantèlement des services publics et de la protection sociale. Par ailleurs, les puissances impérialistes peuvent ainsi renforcer leur emprise sur les pays coloniaux et semi-coloniaux.

L'arme de cette politique, c'est l'explosion des déficits publics (*voir l'encadré 1*). Des déficits qui « justifient » la baisse des dépenses publiques, mais dont la finalité réelle est de baisser les recettes publiques, les impôts et les taxes. C'est la raison pour laquelle les capitalistes, et les gouvernements à leur service, parlent des dépenses *excessives* comme étant responsables des déficits, sans presque jamais évoquer la *faiblesse* des recettes, sauf à « faire payer les pauvres [qui] sont les plus nombreux ».

C'est un peu comme si un couple en difficultés financières décidait, *par principe*, que ses revenus *doivent* baisser ! Alors, l'un des deux arrête de travailler, puis le second ; ils prennent un appartement plus petit, vident leur livret de caisse d'épargne, ne partent plus en vacances, vendent les bijoux de famille, puis les meubles ; enfin, ils finissent à la rue et ne mangent qu'une fois par jour... Un couple qui ferait « consciemment » ce choix *par principe* serait, assurément, taxé de fou !

Or, selon la doctrine ultralibérale, l'Etat *doit* baisser les impôts par principe, ce qui en premier lieu fait apparaître un

Encadré 1

## Déficits publics ?

Ce que l'Etat français considère comme « budgets publics » intègre ceux de l'Etat, des administrations locales, des « organismes divers de l'administration centrale » et, abusivement, de la Sécurité sociale. L'ensemble cumule un déficit de 1 489 milliards d'euros (2009). La Sécurité sociale, dont le déficit est présenté comme « *abyssal* », ne représente que 54,3 milliards de l'ensemble, soit 3,65%, avec un budget de volume globalement comparable à celui de l'Etat.

déficit. Ce déficit lui sert ensuite à « justifier » trois mesures au service des capitalistes : la privatisation de tout ce qui peut leur être rentable ; la réduction des dépenses qui ne leur sont d'aucun intérêt (tout en augmentant discrètement celles qui leur importent) ; et enfin, sous prétexte d'« équilibrer » le budget de l'année<sup>(4)</sup>, l'emprunt auprès des « marchés financiers », c'est-à-dire auprès des capitalistes...

Bien entendu, tout est mis en place pour permettre aux plus riches et aux sociétés -aux capitalistes, donc d'échapper purement et simplement à l'impôt. Du « bouclier fiscal » de Sarkozy aux paradis fiscaux<sup>(5)</sup> en tous genres, de multiples dispositions existent qui aggravent les déficits et augmentent

Encadré 2

### Prélèvements obligatoires ?

Selon l'INSEE (l'institut français de la statistique), « *Les prélèvements obligatoires sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques (...)* ».

En d'autres termes, si les sommes prélevées *obligatoirement* sont destinées à un organisme privé (une compagnie d'assurance, par exemple), elle ne sont pas considérées comme des prélèvements... obligatoires !

Ainsi, si le gouvernement Sarkozy parvient à imposer la privatisation de tout ou partie de la protection sociale, il aura fait baisser la taxe des prélèvements obligatoires, même si ces prélèvements demeurent, pour les travailleurs, tout aussi... obligatoires !

Faire baisser les prélèvements obligatoires revient à baisser les impôts et taxes tout en transférant les cotisations de la sécurité sociale vers les assurances (santé, invalidité, incapacité) et fonds de pensions (retraites).

D'ailleurs, pour revenir à la définition ci-dessus, elle se limite aux *impôts et cotisations sociales*, et exclue donc explicitement les assurances *obligatoires* (dans les domaines de l'automobile et du logement locatif, par exemple), tout comme elle exclue les contrats collectifs à *adhésion obligatoire* (et abusivement appelés « mutuelles »), signés auprès de compagnies d'assurances ou de sociétés mutualistes, au titre des assurances complémentaires santé...

considérablement la pression sur les travailleurs. Des dispositifs dont le but implicite est le « l'impôt zéro » pour les capitalistes, les spéculateurs, les parasites.

Un indicateur économique tendancieux, mensonger, le *taux de prélèvements obligatoires* (voir l'encadré 2), a même été créé pour mettre les Etats en concurrence dans le domaine de la fiscalité et des privatisations : plus ce taux est bas, plus la politique menée par le gouvernement est conforme à la doctrine, celui-ci prouvant en conséquence qu'il est capable de mater les travailleurs et de créer les meilleures conditions pour l'exploitation capitaliste.

En application de ce « principe », et au contraire de la doctrine kénéésienne, l'Etat s'endette en période de « reprise » et... fait faillite en période de « crise ». En même temps, les capitalistes s'enrichissent comme jamais : ils ne paient pas d'impôt et, grâce à cette « économie », ils peuvent prêter des sommes colossales à l'Etat endetté, à des taux qu'ils décident unilatéralement, puisqu'ils « sont » le marché... Ainsi, ils ont le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière (que celle-ci se nomme Sarkozy ou Papan-dreu).

Cette politique est d'autant plus scandaleuse quand on considère que, dans la période qui a suivi l'éclatement de la crise dite des « subprimes », les Etats ont déversé quelque 14 000 milliards de dollars d'argent public ! Argent emprunté aux marchés financiers paralysés par la crise et remis en circulation par les mêmes, forts de la garantie des Etats dans leurs activités parasitaires habituelles. Activités au premier rang desquelles apparaît, désormais, la spéculation sur... la dette des Etats ! Puisque « la crémière » continue à sourire, pourquoi n'en exigeraient-ils pas plus d'elle, n'est-ce pas ?

Maintenant il faut donc, conformément au dogme, augmenter seulement les impôts qui pèsent davantage sur les travailleurs (TVA, taxes sur le tabac, l'alcool, le carburant), et réduire brutalement les dépenses de façon à liquider, purement et simplement, ce qu'il reste de services publics et de protection sociale. **C'est ce qui se passe en Grèce ! C'est aussi ce qui est en cours ou en préparation dans l'ensemble de l'Union Européenne !**

Bien entendu, après avoir permis aux « paradis fiscaux » de se refaire une virginité à bon compte, les G20, FMI, OMC, Banque mondiale et les gouvernements des puissances impérialistes ont bien l'intention de maintenir l'orientation prise dans les années 80 (Encadré 3), celle-ci faisant en sorte

Encadré 3

### Pour mémoire...

« *J'espère que l'une des victimes ne sera pas le système de surveillance mutuelle et plus généralement l'autorégulation financière comme mécanisme fondamental d'équilibre du secteur financier mondial* » ; et de poursuivre : « *Il est important, voire essentiel, que toute réforme et ajustements dans la structure des marchés et leur régulation ne remettent pas en question (...) la flexibilité des marchés et la libre concurrence.* » A. Greenspan, ancien Président de la Banque centrale des USA de 1987 à 2006, aux Echos le 17 mars 2008).

« *Nous ne devons jamais perdre de vue les bénéfices énormes apportés par le système de libre entreprise. En dépit des corrections sur les marchés et en dépit de certains abus, le capitalisme démocratique reste le plus grand système jamais conçu.* » (G. W. Bush, Washington, le 17 octobre 2008).

« *Il est essentiel que nous préservions les fondements d'un capitalisme démocratique : un engagement pour des marchés libres, la libre entreprise, et la libre commerce.* » (G. W. Bush, le 18 octobre, lors de sa rencontre à Camp David avec J. M. Barroso et N. Sarkozy).

que les travailleurs, la jeunesse et les peuples opprimés supportent les conséquences de la crise d'un mode de production depuis longtemps dépassé et dont la survie est au prix de l'enfoncement dans la misère et dans la guerre.

J.-Louis

(1) Du nom de John Maynard Keynes (1883-1946) économiste britannique

(2) Doctrine formulée par Friedrich August Von Hayek (1889-1992), économiste autrichien

(3) A. Smith (1723-1790), économiste écossais, un des fondateurs de l'économie politique.

(4) En France, en 2009, le service de la dette de l'Etat représente 46 milliards d'euros (+7,5% par rapport à 2008) ; c'est le second poste de dépenses et celui qui progresse le plus vite, après celui de « l'écologie, le développement et l'aménagement durable », lui-même grand pourvoyeur de subventions aux capitalistes... Cela représente 16,5% des dépenses de l'Etat. (Projet de loi de finance pour 2009)

(5) D'après la Banque centrale de Grèce, pour les seuls mois de janvier et de février 2010, 10 milliards d'euros de capitaux auraient quitté le pays pour la Suisse et Chypre...



# Non à la liquidation des retraites par répartition !

## L'offensive idéologique de la bourgeoisie

On entend à longueur de journée dans les médias que la réforme des retraites est nécessaire, qui si elle n'est pas menée, on court à la catastrophe, etc. Ainsi, les représentants politiques de tous les partis institutionnels s'accordent à dire qu'il faut se rendre à l'évidence : les gens vivent de plus en plus vieux et il y a de moins en moins de jeunes pour cotiser, de plus la crise est venue compliquer la situation, donc la réforme des retraites est inévitable, c'est un fait ! En s'appuyant sur les chiffres du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), le ministre du Travail, Éric Woerth, en a rajouté : il a déclaré qu'il faudrait 2 600 milliards d'euros à l'horizon 2050 pour financer les retraites. On vous l'a dit, la situation est insoutenable, il faut se rendre à l'évidence !

Sauf que tout ce matraquage correspond à un discours idéologique très structuré avec des objectifs précis. Il s'agit en effet de mener une attaque violente contre une conquête historique de la classe ouvrière, la retraite par répartition basée sur la solidarité intergénérationnelle. Car ce qui dérange le plus les capitalistes dans cette histoire est de voir des milliards d'euros qui leur échappent, et qui échappent à la spéculation. Donc, pour changer la situation, tout sert : l'argument démographique, la crise, le fait qu'il est injuste que les fonctionnaires aient un système plus avantageux que les travailleurs du privé, etc. Le projet est clair, développer un système de retraites par capitalisation, que seuls les plus riches pourront se payer. Bien sûr, il ne faut surtout pas parler des risques de faillite des fonds de pension, dont le cas le plus connu est celui d'Enron !

## Arguments et contre-arguments

Essayons de remettre les choses à l'endroit. Tout d'abord, la classe politique parle de « réforme », c'est-à-dire qu'elle laisse entendre que c'est quelque chose de nécessaire, voire même de positif. Nous affirmons quant à nous qu'il s'agit d'une contre-réforme, c'est-à-dire que les mesures que le gouverne-



ment veut imposer se font contre l'intérêt des travailleurs. En effet, le fait de vouloir augmenter l'âge de départ à la retraite et de baisser les montants des pensions constitue un brutal recul de civilisation, et en aucun cas ne peut être considéré comme un progrès.

Regardons les autres arguments des défenseurs de cette contre-réforme. L'argument central est l'argument démographique : l'espérance de vie augmente, donc les salariés peuvent travailler plus longtemps. Plusieurs observations : tout d'abord, le dernier rapport qui sert de fondement aux discours du gouvernement repose sur une prévision démographique pour 2050. Or, faire une projection de population sur quarante ans est hypothétique, voire d'hasardeux. Ensuite, si l'augmentation de l'espérance de vie est réelle, rien ne dit, en revanche, que cette tendance va se poursuivre. Par ailleurs, les analystes ne parlent jamais d'une autre unité de mesure : l'espérance de vie en bonne santé. Et là, si l'on regarde les chiffres, la question se pose en d'autres termes. En effet, l'espérance de vie en bonne santé se situait en France, en 2007, à 63,2 ans pour les hommes et à 64,2 ans pour les femmes selon l'Insee.

Le gouvernement met en avant qu'il existe une inégalité entre les travailleurs du public et du privé. Les travailleurs du privé doivent cotiser plus longtemps ; le salaire de référence servant au calcul de la pension concerne une période plus étendue, au final, la

pension est moins élevée. Donc le gouvernement, par souci d'équité, décide d'aligner tout le monde... sur le régime le moins avantageux ! C'est pendant l'été 1993, sous le gouvernement d'E. Balladur et avec l'accord des directions syndicales, que la durée de cotisation a été allongée à quarante ans pour les travailleurs du privé. Les fonctionnaires sont passés de 37,5 annuités à 40 annuités en 2003 à cause de la réforme entreprise par F. Fillon. Mais, dans le même temps, les travailleurs du privé voyaient leur durée de cotisation encore allongée.

Un autre argument fréquemment utilisé par les tenants de la contre-réforme est que le système de retraite coûte trop cher et qu'il est déjà déficitaire. Il est effectivement déficitaire, et pour cause ! Les gouvernements successifs, surtout depuis les années 1990, ont multiplié les mesures pour procéder à des allègements et des exonérations des charges sociales. Ce cadeau fait au patronat représente actuellement environ 30 milliards d'euros par an. Mais ce qui est appelé à tort charges patronales est en fait le salaire différé des travailleurs. Quand le gouvernement procède à de nouvelles exonérations de charges, en réalité, il vole les travailleurs ! Alors que l'argent manquant permettrait de financer non seulement les retraites par répartition, mais également le « trou » de la sécurité sociale.

Un autre problème de taille est le chômage. Pour les capitalistes, les chô-



meurs constituent une armée de réserve pour faire baisser les salaires. Or, aujourd'hui, les presque 4 millions de chômeurs officiels (plus en réalité) ne cotisent pas. Le maintien d'un très haut taux de chômage contribue à creuser le déséquilibre dans le financement du système des retraites.

On peut enfin dire que l'argent existe. Pour sauver les spéculateurs et les banques, le gouvernement a trouvé de l'argent. Quand le gouvernement décide de développer des programmes militaires et d'envoyer des soldats pour faire sa sale guerre en Afghanistan ou en Afrique, il trouve aussi de l'argent. Il n'y aurait donc pas assez d'argent pour financer les retraites ?

### La position des organisations de gauche



On constate qu'il existe un consensus général des organisations politiques et syndicales sur la nécessité de la contre-réforme des retraites. Toutes les organisations qui disent encore représenter de près ou de loin la classe ouvrière sont d'accord avec le constat de la bourgeoisie. À ce titre, la position du PS est symptomatique. Il y a quelques mois, après s'être ravisée, Martine Aubry a déclaré qu'elle n'était pas contre le fait de repousser l'âge de la retraite à 61, 62 ans, voire plus... Depuis, le PS discute mais n'a pas toujours arrêté de position officielle.

Le 21 avril dernier, la première secrétaire du PS et le secrétaire général de la CGT, B. Thibault, se sont rencontrés et ont déclaré qu'ils étaient d'accord sur le fait qu'il ne fallait pas toucher à l'âge du départ à la retraite. Mais se limiter à réaffirmer que l'âge de départ à la retraite doit rester à 60 ans est une manière d'éviter toutes les autres questions, comme la durée de cotisation ou le montant des pensions. En réalité, ces organisations sont fondamentalement d'accord sur le fait qu'il faille « réformer » les retraites. Elles ne vont donc pas se battre pour défendre ce qui reste du système par répartition. D'autres organisations comme le PCF ou le NPA prônent une « bonne » réforme des retraites, et proposent des mesures telles que

la création d'allocations en tout genre ou la prise en compte des années d'études dans le calcul des pensions. En réalité, ces fausses bonnes idées permettent éventuellement aux retraités de survivre, mais surtout ne touchent pas à l'essentiel, c'est-à-dire à l'intérêt des capitalistes.

### La mobilisation jusqu'au bout

Car c'est bien une bataille de première importance qui va se donner sur la question des retraites entre les travailleurs et les capitalistes dans les prochaines semaines. Pour nous, la mobilisation doit se faire sur une perspective claire et offensive. Nous ne devons faire aucune concession à la bourgeoisie. Défendre le système des retraites c'est se battre pour le départ à la retraite à 60 ans maximum à taux plein avec un taux de remplacement de 75 % et pour une durée de cotisation de 37,5 annuités pour tous, dans le public comme dans le privé. C'est seulement à partir de cette revendication centrale que nous pourrions gagner. Dès aujourd'hui, la question qui est posée est la construction de la grève générale pour faire reculer le gouvernement. L'unité d'action la plus large est nécessaire pour mettre en échec ce plan de la bourgeoisie !

Mathieu

(Suite de la page 4)

et une participation de l'entreprise aux mutuelles santé à hauteur de 60 %. 80 % des 117 employés ont cessé le travail pour faire aboutir ces revendications.

Les 130 employés de l'équipementier automobile Mécaplast à Libercourt dans le Nord se sont mis en grève pendant deux jours pour obtenir une augmentation de 5 %. Finalement, la direction a concédé une prime de 500 euros, mais les négociations ne sont pas terminées.

À l'usine Gima, située à Beauvais, qui fabrique des engrenages et des transmissions pour les tracteurs, la majorité des 950 ouvriers du site ont observé plus d'une semaine de grève pour exiger une augmentation de 4 % alors que la direction ne proposait que 1,7 %, après avoir gelé les salaires en 2009.

À Gémenos, dans les Bouches-du-Rhône, les près de 200 employés de l'usine Fralib (groupe Unilever) se battent depuis huit semaines pour obtenir une augmentation de 200 euros, La direction quant à elle propose une augmentation de... 16 euros !

Dans la **grande distribution**, plusieurs entreprises ont été ou vont être concernées par des débrayages. Les travailleurs de l'enseigne Surcouf sont en grève depuis la fin mars pour dénoncer une modification de leur contrat. Cette modification a été refusée par 179 employés, qui ont alors été licenciés. En signe de protestation, les grévistes ont occupé le magasin situé avenue Daumesnil à Paris. Chez Carrefour, la CGT, la CFDT et FO appellent les employés du groupe à cesser le travail le 30 avril pour obtenir des augmentations de salaire et pour défendre les conditions de travail. On peut remar-

quer que le groupe est également concerné par des appels à la grève dans ses magasins italiens et belges.

Dans le secteur de la **presse**, la sortie des journaux a été fortement perturbée pendant deux jours, suite à une grève des employés du groupe Presstalis (ex-NMPP). Les grévistes s'opposent aux suppressions de postes dans les imprimeries. Plusieurs journaux ont également été touchés par des mobilisations. Ainsi, les salariés de l'hebdomadaire VSD sont en grève depuis le 6 avril. Les travailleurs mobilisés refusent les licenciements prévus par la direction du titre. On peut mentionner aussi les salariés du quotidien régional Nice-Matin qui se sont mis en grève pour s'opposer à la vente de leur siège social.

Mathieu

# Entretien avec Jean, travailleur pour le groupe Safran

Depuis quelques mois, plusieurs grèves ont eu lieu dans différentes filiales de **Safran, une multinationale spécialisée dans l'aéronautique et la défense, issue de la fusion du motoriste SNECMA et de SAGEM**. Présent de cinquante pays, il emploie près de 55 000 personnes. En 2008, les résultats du groupe Safran font qu'il est vu comme une « super stars » par le monde de la finance. Leurs résultats nets étaient de 376 millions d'euros, soit une augmentation de 47 %. Le cash flow disponible<sup>(1)</sup> atteint 818 millions d'euros. Les actions Safran ont augmenté de 9,40 %, tout comme les « salaires » des principaux dirigeants du groupe<sup>(2)</sup>.

## Quelles sont vos revendications en tant que militant à la CGT sur ton lieu de travail ?

*Jean* : Les revendications portent sur une augmentation des salaires, une meilleure répartition de la participation, l'intéressement, la création de nouveaux emplois en CDI. En effet, nous sommes en sous-effectifs alors que l'entreprise nous demande une meilleure productivité. Une certaine pression des méthodes du management se font ressentir sur les salariés pour pallier ce manque d'effectif.

## Quelles sont les dernières mobilisations ?

*Jean* : Du 8 au 30 mars, nous avons débrayé, c'est-à-dire que nous avons arrêté de travailler pendant qu'avaient lieu les négociations NAO (sur les augmentations individuelles et générales ainsi que sur la participation individuelle du groupe). Les assemblées générales avaient lieu à Blagnac, car c'est le site où il y a le plus de salariés (plusieurs centaines). C'est là qu'est votée la grève, et nos représentants syndicaux nous transmettent les décisions des AG. Dans le cas où les représentants syndicaux sont absents, l'information ne peut se faire. Mais depuis les élections pour les délégués du personnel, nous n'entendons plus parler de mobilisation car tous les syndicats, de la CGT à la CGC, se concentrent sur leurs campagnes.

## Quels sont les obstacles les plus importants à la mobilisation ? Pour quelles raisons vos revendications n'ont-elles pas abouti ?

*Jean* : Au début, la direction a refusé de négocier. Les syndicats n'ont pas mobilisé correctement et ont même cessé de faire grève. Ce qui a sans doute le plus pesé sur la mobilisation et sur la construction du rapport de force avec la direction, c'est de s'être contenté de débrayer sur des demi-journées :

cela n'a pas pénalisé la production de manière conséquente, et la direction ne s'est pas sentie menacée. Seule une grève sur des journées complètes, qui aurait stoppé la production de manière plus lourde jusqu'à satisfaction des revendications, aurait pu amener à la victoire. Pour moi, il existe un accord



tacite entre la direction et les directions syndicales : ces derniers mobilisent pour donner l'illusion de défendre les intérêts des salariés, mais en même temps la mobilisation ne doit pas faire trop baisser la production.

## Quelles sont les issues de cette mobilisation ?

*Jean* : Au bout de trois semaines de mobilisation consécutives, les négociations se sont avérées décevantes. Avant les négociations, les augmentations générales étaient de 0,8 % et de 1,1 % pour les augmentations individuelles. Après les négociations, elles sont passées à 1,1 % pour les augmentations générales et à 0,8 % pour les augmentations individuelles. Pour les participations, il a été accordé une augmentation de 200 euros par an. Cette victoire n'en est pas une, les syndicats ont obtenu une augmentation de 0,3 % pour les augmentations générales mais une baisse de 0,3 % pour les augmentations individuelles. En outre, cette augmentation est ridicule car 1 % d'augmentation générale correspondrait à une augmentation d'un montant de 20 euros mensuels.

## Quelles sont les perspectives de mobilisation ?

*Jean* : Pour l'instant, il n'existe pas de perspective. Le seul moyen d'obtenir la satisfaction de nos revendications serait de recommencer la mobilisation de manière plus intensive, quitte à perdre notre salaire. Par ailleurs, l'implication des salariés dans la lutte est quasiment inexistante : ils ont peur de perdre leur emploi ou de ne pas recevoir les promotions. La direction agit la menace de la concurrence, pour faire encore plus de pression sur les licenciements et culpabiliser les salariés pour qu'ils ne fassent pas de faux pas.

## Existe-il actuellement des pressions sur les syndicalistes ?

*Jean* : En ce qui me concerne, les pressions ont déjà commencé, mais de manière indirecte. On m'a fait comprendre que je n'avais pas obtenu un changement de coefficient (c'est-à-dire une promotion) promis lors de mon embauche et qui semblait confirmé par mon entretien individuel très positif, parce que j'étais syndiqué et impliqué dans les luttes. L'ancien délégué syndical a dénoncé auprès de l'inspection du travail des infractions commises par l'entreprise (travail le dimanche injustifié, prolongation des contrats intérimaires au-dessus de la période légale de 18 mois), mais il n'y a eu aucune réponse.

*Interview réalisée par Griselda.*

1) Cash flow disponible : terme de comptabilité anglo-saxon qui désigne le montant d'argent liquide encaissé ou dépensé par une entreprise sur une période déterminée (flux de trésorerie).

2) Jean-Paul Herteman, président du directoire : + 48 % avec 1 187 621 euros de salaire annuel.

Dominique Jean Chertier, directeur des affaires institutionnelles et sociales, membre du directoire : + 30 % avec 784 462 euros de salaire annuel.

Francis Mer, président du conseil de surveillance Safran : + 27 % avec 438 509 euros de salaire annuel.

# Les syndicats de France télévisions en ordre dispersé... face à une bataille historique

Si il y a un point sur lequel tous sont d'accord, c'est bien que le moment est historique. Avec la fusion des différentes entreprises du groupe France télévisions en une entreprise unique, toutes les conventions sociales qui régissaient jusqu'alors les rapports sociaux dans chaque chaîne du groupe menacent d'être abattues... le 7 juin prochain ! Autant dire que cela laisse peu de temps aux représentants du personnel pour négocier une nouvelle convention commune sur la base de textes antérieurs extrêmement disparates en fonction des métiers et des entreprises.

Pourtant, face à cette échéance extrêmement proche et menaçante, face à une direction qui n'a qu'un seul objectif, faire trainer les négociations en longueur, les syndicats ne parviennent pas à parler d'une seule voix.

D'un côté, la CFDT, le SNJ (Syndicat national des journalistes) et la CGC. Après un mouvement de grève fin janvier dont l'un des mots d'ordre était la prorogation des conventions existant le temps de la négociation, mot d'ordre oublié au lendemain d'une grève sans résultat tangible, ils choisissent la voix juridique : selon eux, l'échéance du 7 juin est factice, et en l'absence de nouvelle convention, les anciennes doivent continuer de s'appliquer. L'urgence est donc d'attendre que la nouvelle direction de France télévisions soit nommée pour négocier réellement.

Le hic est que le tribunal administratif de Paris saisi par ces syndicats pour appuyer leur vision des choses les a contredits le 30 mars dernier... Le 7 juin, les salariés de France télévisions



se retrouveront donc avec leurs avantages individuels acquis, la convention collective minimaliste de France télévisions SA et le code du travail comme seules protections... sauf à ce que l'appel interjeté au rendu de la décision du tribunal administratif aboutisse, entretemps, en faveur des salariés...

La CGT, elle, a dès le début joué une autre partition, solitaire, celle-là : après avoir refusé de se joindre au mouvement de grève initié par les autres syndicats, après avoir observé dubitativement la procédure au tribunal administratif, la CGT décide de « frapper fort » en appelant à la grève le soir des élections régionales. Une décision qui place les salariés de France télévisions face à un choix difficile : assurer leur mission d'information dans un moment

important de la vie publique ou démontrer par leur absence ce soir-là l'importance de leur survie pour l'information des citoyens. La grève est donc un semi-échec, certaines régions diffusant des émissions politiques au rabais, d'autre diffusant... des épisodes de Zorro sans expliquer au téléspectateur les raisons de cette absence ! Pourtant, au lendemain de cette grève, la CGT obtient certains engagements de la part de la direction concernant les négociations en cours, mais toujours rien sur la prorogation des conventions collectives.

Aujourd'hui, alors que la direction de FTV continue d'espérer une signature de sa convention collective avant le 7 juin, on constate surtout que, dès le départ, les principaux syndicats de France télévisions se sont mis d'accord pour... avancer en ordre dispersé, trouver des motifs de divergence pour ne pas construire la mobilisation des salariés autour d'un objectif commun.

Pourtant, l'attente des salariés est claire : construire un mouvement de grève unitaire pour prouver à cette direction leur attachement à leurs acquis sociaux, et leur détermination infaillible à les défendre, plutôt que de leur offrir le triste spectacle de divisions incompréhensibles aux yeux de la base.

Michel

## Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Courrier électronique (facultatif) : .....@.....

À : ..... Date : .....

Prix : pour **6 numéros**, 12 euros (16 euros en soutien) *ou* pour **12 numéros**, 24 euros (30 euros en soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1<sup>ère</sup> catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

Chèque à l'ordre d'**APIDO**

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : **L'Internationaliste** - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX



# Éducation : le double langage du gouvernement

*Cette table ronde aborde le thème de la mobilisation enseignante et des dernières annonces du gouvernement pour l'éducation, et réunit Antoine, étudiant IUFM, Griselda, professeur néotitulaire dans un lycée du 93 et Garlone, professeur dans un collège du 93.*



des personnels et qui laisse tous les autres sans aucune contrepartie par rapport aux conditions de plus en plus difficile d'enseignement.

**Antoine** : Il faut mettre en perspective la question des suppressions de postes : il ne s'agit pas que de l'éducation nationale. C'est une politique assumée de destruction de la fonction publique. On voit très bien qu'actuellement on supprime des postes pour sauver le système capitaliste. Le cas de la Grèce nous le montre bien. Mais le serpent se mord la queue : les problèmes grandissants, notamment de sécurité, ont du coup été utilisés par le gouvernement.

**Griselda** : Le spectre de la Grèce hante la classe ouvrière de toute l'Europe. Il y a beaucoup d'inquiétudes. On nous a vendu le statut de fonctionnaire, avec notamment ces arguments : pas de précarité, un emploi à vie, des passerelles vers d'autres métiers de la fonction publique, un salaire sûr. Mais aujourd'hui, tout cela est sur le point de s'écrouler, les tensions s'accroissent : des collègues sont tellement désespérés qu'ils cherchent par tous les moyens à faire des heures sup' et courent après les primes. Les bureaucraties syndicales ont eu un rôle criminel, en abandonnant tout mot d'ordre sur les salaires et en laissant la porte ouverte à cette course. C'est tout à fait semblable, dans le privé, à la complicité des syndicats sur le travail dominical.

**Garlone** : Cet hiver, les médias ont semblé découvrir le problème de la violence dans les établissements. Cette violence n'est pas nouvelle mais elle prend des proportions énormes. Parallèlement, le gouvernement a tenté de contourner ce problème en en faisant le problème de certains quartiers ou de populations données, en lien avec toute la propagande raciste à laquelle nous assistons en ce moment. La preuve en est le dispositif des Equipes Mobiles de Sécurité : ce dispositif a été mis en place pour le 93, même s'il est intervenu ailleurs depuis. Il s'agit d'un dispositif répressif comme le montre la composition des équipes<sup>(2)</sup>, qui ne peut ab-

**Antoine** : On sort d'une période compliquée, avec beaucoup de blocages d'établissements, de nombreux recours au droit de retrait sur des questions de sécurité, et dans une certaine mesure, la continuation de la mobilisation de l'an passé. L'annonce récente d'une augmentation de salaire de 660 euros par an en moyenne pour les professeurs était une façon de calmer le jeu dans ce contexte tendu. C'est aussi une façon de brosser les jeunes profs dans le sens du poil, pour compenser destruction des statuts et des concours. Mais il faut rappeler que cela reste une mesure d'économie<sup>(1)</sup>, avec la suppression de l'année de stage et de la formation. Il est clair que les directions syndicales n'ont pas joué leur rôle pour bloquer la mise en place de la masterisation et de toutes ses conséquences.

**Griselda** : Dans le cadre du stage de formation supprimé, cela ne représente que des miettes de la part du gouvernement. Il suffit de compter : pour ne parler que des professeurs débutants (qui vont commencer à temps plein, au lieu de voir leur temps de formation compris dans leur service), l'état va dépenser 1200€ de plus par an pour un temps de travail multiplié par 2,5 à 3. Ceci sans compter qu'il n'y aura plus de formateurs à payer ! On ne paye plus qu'un poste là où, il y a ne serait ce que quatre ans, on avait trois stagiaires. Cette annonce sur la fausse augmentation veut apparaître comme une com-

pensation, mais c'est une provocation par rapport à la dégradation des conditions de travail et l'obligation de plus en plus pressante de faire des heures supplémentaires. Les syndicats ont fait mine de crier au scandale, mais pas trop fort.

**Garlone** : Il faut effectivement reconsidérer tout cela dans un contexte de suppressions de postes : ce sont plus de 50000 postes supprimés depuis 2003, et 16000 à venir. C'est bien une mesure d'économie masquée sous le prétexte de mieux payer des personnels mieux formés, mais en réalité c'est vraiment travailler plus pour gagner moins. Cet effet d'annonce est d'autant plus cynique que la difficulté du métier est croissante : les enseignants sont non seulement confrontés à de plus en plus de problèmes, mais ils ont surtout de plus en plus de tâches différentes en dehors des tâches pédagogiques, ce qui est lié à la disparition progressive de certains corps de métiers dans l'éducation (notamment les conseillers d'orientation). Le SNES, syndicat majoritaire, a accepté la masterisation, car il a toujours défendu une élévation du niveau de recrutement, et dans l'espoir d'obtenir ensuite des augmentations de salaire. C'est l'exemple d'un syndicat qui négocie jusqu'au bout et accepte les miettes : l'arnaque était prévisible mais ils ont foncé dans le panneau et se sont contentés de cette augmentation ridicule qui ne touche qu'une petite partie

solument pas aider les élèves à sortir de la spirale de violence. Par exemple, dans mon établissement : officiellement, il y avait des rixes entre bandes rivales soit sur Aubervilliers soit sur La Courneuve, et c'est en ces occasions que l'EMS intervenait. Mais nous n'avons jamais été prévenus de quand ils arrivaient ni de quand ils repartaient, on a jamais eu de contact avec cette EMS, on ignore quelle était la nature de son travail auprès des élèves ou aux alentours du collège. C'est un dispositif absurde qui ne rime à rien : pendant que nous-mêmes subissons une logique du résultat, eux se baladent sans avoir à rendre de compte. On tente donc de nous faire oublier que le problème de la sécurité scolaire est un problème de moyens humains. Dans de très nombreux établissements, il n'y a ni infirmière, ni assistante sociale, ni CO-Psy, il y a un surveillant pour 100 à 120 élèves, et de moins en moins de profs. En somme, de moins en moins d'adultes sont au service des élèves pour les encadrer, pour les écouter, pour les instruire. On a de plus en plus d'élèves livrés à eux mêmes, pas seulement chez eux mais au sein de l'établissement. Il ne faut pas s'étonner des problèmes de violence.

**Griselda** : Ce n'est pas un hasard si Sarkozy profite des vacances pour venir dans le 93 et apparaître comme le grand sauveur de la sécurité scolaire. La crise pousse les capitalistes à se comporter de plus en plus en rapines : les économies sur les postes ne suffisent pas, il a fallu ouvrir un marché de la sécurité scolaire. Et comme si cela ne suffisait pas, l'État veut supprimer les allocations pour les familles des élèves absentéistes. On leur demande des CPE, et en réponse ils plongent les familles dans la misère, en les privant d'un de leurs moyens pour subsister. C'est révoltant !

**Antoine** : C'est un sujet vicieux. Les professeurs estiment – légitimement – ne pas être en sécurité, ne peuvent plus exercer leur métier normalement. Ils ont formé des mouvements ponctuels qui se sont retrouvés isolés, à la fois dans les médias et dans les mobilisations. Plutôt qu'un mouvement syndical d'ampleur, on a eu des revendications ponctuelles pour quelques établissements, qui évidemment n'ont pas abouti. Ces établissements ont été coincés entre des syndicats inactifs et un gouvernement qui s'est jeté sur le thème sécuritaire. Non seulement l'éducation est vidée de son contenu, mais en plus

est mise en place une propagande sécuritaire et raciste grandissante. Cette utilisation à des fins politiques et propagandistiques des thèmes de la violence ou de l'absentéisme a pour objectif de continuer dans une voie répressive, en aggravant volontairement les conditions d'éducation.

**Garlone** : Il s'agit bien d'un sabotage volontaire de l'éducation. Les problèmes de sécurité, touchant à la fois des personnels et des élèves, ils existent parce qu'on l'a bien voulu. Il y a une politique de l'éducation qui mène sciemment à cela. Le but est d'ouvrir un véritable marché de la sécurité dans les établissements. On peut s'attendre à trouver bientôt des agents de sécurité privés à l'entrée des établissements publics comme c'est déjà fait au niveau de certaines universités. Mais ce n'est pas seulement un marché de la sécurité scolaire, ce qui s'est ouvert est un marché de l'éducation. Il s'agit d'un des rares terrains encore à conquérir par le capitalisme, comme la santé. Le gouvernement encourage le privé. Les suppressions de postes sont terrifiantes, depuis des années ce sont des milliers de postes, et l'État est le plus gros « licencieur » de France, en vérité. Mais l'état embauche en revanche dans les établissements privés et soutient leur développement, notamment avec la loi Carle<sup>(3)</sup>. N'oublions pas que Darcos, par exemple, faisait partie d'un lobby de l'enseignement privé. Leur but est d'aboutir à du tout privé ; ce qui subsistera de l'éducation publique sera un minima d'éducation pour les plus pauvres, sur un niveau plus bas que le diplôme national du Brevet, s'appuyant sur le socle commun.

**Antoine** : Des sommes énormes sont attribuées au l'enseignement privé : chaque année, ce sont 9 à 11 milliards qui échappent au service public d'éducation ; la laïcité est de ce fait sans cesse remise en cause.

**Griselda** : C'est une tragédie pour les élèves, les enseignants et la classe ouvrière dans son ensemble. On avait obtenu que l'éducation soit un ascenseur social : l'école normale était ouverte aux enfants d'ouvriers et de

paysans ; les établissements étaient des îlots dédiés à l'éducation et à la connaissance, où les élèves étaient protégés, préservés du travail précoce ou des problèmes de la rue. Mais à cause des capitalistes, l'éducation va devenir un instrument de ghettoïsation et de marginalisation de la jeunesse ouvrière. La bourgeoisie alimente volontairement un climat de violence et une politique de paupérisation pour créer une situation sociale explosive. Le plus intolérable, c'est qu'on jette les jeunes dans les bras de la délinquance voire du banditisme. La situation de crise et cette politique alimentent un nouveau lumpen-prolétariat. Or celui-ci est en général du côté de la classe la mieux organisée, en l'occurrence la bourgeoisie. Nous ne devons pas l'idéaliser,



mais c'est en construisant une vraie alternative, qu'ils peuvent basculer du côté de la classe ouvrière et se battre avec nous pour le socialisme. Il faut rester lucide : on a tous à l'esprit les émeutes de 2005. Malgré leur caractère spontané, elles avaient clairement un contenu révolutionnaire car elles concernaient un prolétariat marginalisé qui ne pouvait en supporter plus.

1) Ces augmentations, qui ne concerneront qu'un quart des enseignants, représentent moins de la moitié des économies réalisées avec les suppressions de postes effectives à la rentrée dernière.

2) Les EMS sont composés en théorie pour moitié des policiers et pour moitié d'éducateurs... sauf en Seine St Denis, où les forces de l'ordre sont en général 2/3

3) Adoptée en 2009, la loi Carle oblige les collectivités locales à subventionner les élèves scolarisés dans des établissements privés d'une autre commune.



# Ni sélection, ni expulsion : régularisation de tous, sans conditions !

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Ce mot d'ordre historique du mouvement ouvrier a peu à peu été vidé de son contenu politique par les bureaucraties syndicales et politiques qui en viennent aujourd'hui à défendre une immigration choisie selon les besoins de la bourgeoisie.

Cette trahison à l'unité de la classe ouvrière a d'abord été le fait de la social-démocratie, ralliée depuis 1914 au capitalisme, et résumée par Rocard (1990) : « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde. »

Le stalinisme a opté pour une solution social-libérale au capitalisme, comme le démontre l'expulsion de quatre-vingts Maliens par la mairie PCF de Bagnolet en février dernier. L'extrême-gauche trotskiste y a renoncé et s'en tient à de belles déclarations.

## La chasse aux immigrés est ouverte

Pour surmonter les crises économiques, la classe dominante n'a que deux possibilités : détruire massivement les forces productives par la guerre, comme aujourd'hui en Irak et en Afghanistan, ou bien prendre le contrôle de marchés auparavant détenus par d'autres bourgeoisies et exploiter davantage les anciens marchés par la destruction des garanties collectives et par la généralisation de la précarité, du chômage et de la déqualification.

Le recours aux sans-papiers permet de réduire au maximum les coûts de production des entreprises grâce au non-paiement des cotisations sociales, aux faibles salaires et au non-respect du code du travail. Depuis 2002, la bourgeoisie tente d'imposer la distinction entre « bon » et « mauvais » immigré. Les premiers sont la minorité pouvant légalement entrer en France, au titre d'une collaboration néocolonialiste défendue par N. Sarkozy dans son discours de Dakar (2007). Les seconds sont la cible des six dernières réformes qui durcissent les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Derrière le discours sécuritaire, l'objectif est clair : en finir avec le mot d'ordre de régularisation de tous les sans-papiers, symbolisé par l'occupation des

églises Saint-Ambroise et Saint-Bernard en 1996, soumettre les sans-papiers à une répression féroce, afin d'empêcher par la peur toute mobilisation et choisir une minorité de migrants en fonction de besoins économiques.

Depuis 2004, ce projet est devenu européen avec la coordination des différentes bourgeoisies. L'Europe-forteresse est devenue réalité avec l'agence Frontex, chargée de la surveillance des frontières et l'externalisation de l'asile par le programme de La Haye. L'objectif est de délocaliser l'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile dans des pays situés hors de l'UE, avec la bénédiction de l'Onu.



Le Maroc, l'Algérie ou encore la Libye se chargent ainsi de regrouper les migrants dans des camps, avant d'en expulser la grande majorité. La directive « retour » adoptée en 2008 va dans le même sens en étendant à dix-huit mois la durée maximale de rétention et en créant une interdiction de séjour de cinq ans. Le dernier projet de loi de Besson en mars dernier en est la traduction : banalisation de la détention des sans-papiers, rétention portée à quarante-cinq jours, limitation du pouvoir de contrôle du juge et création de l'« interdiction de retour », véritable bannissement de la France et de l'UE. Bilan de ce durcissement : plus de 15 000 immigrés sont morts aux frontières de l'Europe depuis 1988.

## La trahison des bureaucraties

Face à cela, la réaction est bien faible. Si, du NPA au Front de gauche, en passant par la CGT, on défend dans la forme la régularisation des sans-papiers, sur le terrain, la réalité est bien différente. La non-dénonciation de l'expulsion des sans-papiers de la

Bourse du travail en juin 2009 par la CGT a démontré qu'ils avaient tous renoncé à défendre l'ensemble des travailleurs.

Le soutien aux luttes des sans-papiers, depuis 2008, n'a ainsi qu'un objectif : les isoler et apporter une caution de gauche à la politique raciste du gouvernement. Les bureaucraties limitent ainsi leur action à des secteurs bien précis - l'hôtellerie, la restauration et la propreté, agissant au « cas par cas », laissant pour compte la grande masse des sans-papiers, dans le BTP, le nettoyage, la « sécurité » ou dans l'agriculture. On dénombre en effet entre 300 000 et 400 000 sans-papiers actuellement en France.

La première grève, début 2008, a permis la régularisation de 2 800 salariés. Depuis octobre 2009, 6 000 salariés dans plus de 2 100 entreprises sont en grève. Or, depuis 2007, près de 80 000 personnes ont été expulsées. Sur la base d'un coût de 20 000 euros en moyenne par reconduction, cela représente 1,6 milliard d'euros, soit 100 000 Smic nets annuels !

Ce décalage entre la situation et la réponse des bureaucraties n'est pas involontaire. Au lieu d'appeler à l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations pour la régularisation totale et sans conditions de tous les sans-papiers, à la construction de la grève générale, seule à même de permettre la satisfaction de nos revendications et le retrait des mesures racistes, les organisations jouent le jeu du gouvernement.

Sinon, pourquoi avoir signé un texte commun avec la CGPME, Ethic et sa dirigeante Sophie de Menthon, candidate déchue à la succession de L. Parisot et l'entreprise Veolia Propreté appelant à « établir les conditions précises et objectives d'obtention d'autorisation de travail et de séjour correspondant, pour les salariés étrangers sans papiers mais qui s'acquittent, de même que leurs employeurs, de leurs cotisations et impôts » ?

## Les travailleurs n'ont pas de patrie !

Les syndicats doivent lutter contre les réflexes nationalistes de la population



par un travail continu d'information, pour empêcher les émeutes racistes comme à Rosarno en Italie en janvier dernier. Cela passe par la mise en place d'une internationale syndicale de lutte de classes capable de coordonner l'action des différentes organisations nationales, par une bataille pour syndiquer l'ensemble des sans-papiers et les inté-

grer à l'action des syndicats, par la mobilisation permanente des travailleurs pour l'égalité des droits sociaux et politiques sur la base du refus de l'immigration « choisie », de l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés, de l'arrêt des rafles et des expulsions et de la fermeture des camps de rétention.

À l'heure où le gouvernement expulse des Afghans sous prétexte que leur région est « pacifiée », l'unité de tous travailleurs, français et étrangers, avec ou sans papiers, pour la régularisation totale et sans conditions doit être un objectif principal.

*Emeric*

---

## La lutte des classes continue en Asie centrale Deux révolutions en cinq ans au Kirghizistan

**Les exigences de la lutte des classes dans le monde, en Asie centrale en particulier, nous ont amenés à la rédaction du texte qui suit, à propos du Kirghizistan. Entre temps, un camarade du POI, la section Russe de la LIT-QI a publié un document réintégrant la révolution au Kirghizistan dans un cadre plus large. Ce texte, que nous traduirons ultérieurement, peut être lu en Espagnol sur le site de la LIT-QI (<http://www.litci.org/artigos/41-mundo/1894-kirguizistan-recargado>).**

Le Kirghizistan est un petit pays d'Asie centrale qui a pour pays frontaliers le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine. Il est donc au cœur d'une région cernée de conflits (au nord, le « grand frère russe » et la Tchétchénie, et à peine 200 kilomètres au sud, l'Afghanistan).

Le pays détient également d'importantes ressources naturelles, en particulier du pétrole, de l'uranium et de l'or. Cette situation géopolitique suffit amplement à en faire la proie des impérialistes. En effet, bien que le Kirghizistan fasse partie de l'Organisation de coopération de Shanghai (équivalent eurasiatique de l'Otan réunissant la Russie, la Chine, les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale), et bien qu'il accueille plusieurs bases militaires russes, c'est aussi là que se trouve la base américaine de Manas.

Située non loin de la capitale Bichkek, cette base demeure, malgré le vote de son retrait par le Parlement kirghiz en 2008, l'une des plus importantes en Asie centrale et la principale permettant de ravitailler les troupes impérialistes en Afghanistan.

D'un point de vue économique, le Kirghizistan fait partie d'une région qui s'est vue durement touchée par la crise du système capitaliste, souffrant même ces dernières années des périodes de disette ainsi que du manque de ressources énergétiques. Le Kirghizistan a connu 18 % d'inflation en 2008, et on estime que la moitié de sa population vit actuellement sous le seuil de pauvreté. Quant au poids de la corruption

sur l'économie du pays, il est incalculable.

Sur le plan politique, le Kirghizistan est dans une situation de plus en plus instable depuis la fin de l'URSS. La « révolution des Tulipes » en mars 2005 a mis fin à quinze ans de pouvoir aux mains d'Akaïev. En 1990,



Askar Akaïev, pris d'un opportunisme tardif envers la bureaucratie stalinienne, se fait élire président du Comité soviétique kirghiz. Puis, président du Kirghizistan de 1991 à 2005, il a installé un régime présidentiel bonapartiste, néanmoins décrit comme un havre de démocratie dans la région par de nombreux chefs d'État occidentaux.

Il a en tout cas mené une restauration du capitalisme plus brutale que dans les autres républiques d'Asie centrale. Lors de la révolution de 2005, Kourmanbek Bakiev, ancien Premier ministre d'Akaïev, se nomme lui-même président et Premier ministre le 23 mars 2005. Il est élu président en juillet de la même année avec 90 % des voix et, bien que son pouvoir soit contesté dès 2006, il est réélu en 2009 avec des scores similaires.

Outre la corruption et une politique prorusse, on reproche à cet ancien Premier ministre d'Akaïev (responsable d'une répression sanglante en 2002) d'avoir encouragé sciemment le développement de courants fondamentalistes de l'islam afin de maîtriser les masses pauvres, ce qui apparemment ne lui a pas réussi. Un nouvel épisode révolutionnaire a fait tomber le gouvernement de Bakiev le 7 avril 2010.

Cet événement est indéniablement une victoire des masses kirghizes, mais elle se trouve déformée par des dirigeants corrompus et inféodés à la Russie. Car depuis quelques jours, un gouvernement provisoire est en place, avec à sa tête Rosa Otounbaïeva, figure de proue de la révolution des Tulipes et ancienne ministre des Affaires étrangères de... successivement Akaïev et Bakiev !

Les événements récents du Kirghizistan sont la preuve que les masses peuvent aller très loin dans leur mobilisation, mais elles restent sans perspectives s'il n'y pas de parti révolutionnaire. Cependant, actuellement, le gouvernement provisoire est critiqué et des émeutes ont lieu où la population très pauvre conteste la propriété privée, notamment en ce qui concerne les terres et le logement. Les Kirghiz doivent voter dans quelques jours une nouvelle constitution, mais la révolution doit continuer : il est urgent de construire non seulement un programme de libertés démocratiques mais aussi un programme socialiste pour le Kirghizistan et toute la région.

*Garlone*



## DECLARATION DE LA LIT-QI POUR LE PREMIER MAI

On nous a assuré que la crise touchait à sa fin et, cependant, des problèmes explosent de nouveau qui peuvent l'approfondir à tout moment. Le gouvernement de l'Islande, dont la banque a donné lieu à un trou énorme pour d'autres banques, surtout britanniques, a voulu demander à la population de prendre en charge sa dette. Les Islandais n'ont évidemment pas accepté une proposition si « solidaire », ce pourquoi le problème reste entier. La crise grecque, une des économies les plus petites du bloc impérialiste européen, a démontré **la faiblesse de la reprise** et les dangers qui s'approchent. Et avec ce panorama, nous continuons à voir comment les crapules de la finance profitent toujours de la crise. On fait des affaires millionnaires avec les crédits à la Grèce. Les banques et les institutions financières des Etats-Unis, qui ont reçu des crédits astronomiques, déclarent maintenant d'énormes bénéfices.

Les gouvernements et les patrons profitent de la crise pour augmenter l'exploitation. Ce sont les capitalistes qui commencent à sortir de la crise, pas les travailleurs et les peuples du monde. La reprise économique, qui est encore faible et peut retomber à tout moment, ne signifie pas une récupération des salaires et des conquêtes sociales perdues, mais tout le contraire. **La reprise n'a été que pour les riches, tandis que pour les masses il y a une aggravation manifeste.**

### **A cette étape de la crise, l'attaque contre les conquêtes des travailleurs et des peuples s'approfondit**

On exige du gouvernement grec de réduire brutalement le déficit public, c'est-à-dire de réduire les dépenses, les dépenses sociales bien entendu. Les gouvernements impérialistes ont pris soin de sauver le système financier en promettant que cela n'affecterait pas les soins de santé, l'éducation et les

pensions des travailleurs et des secteurs populaires. Les aides supplémentaires aux chômeurs, qui ont existé dans quelques pays, ont seulement été palliatives et ne sont arrivées qu'à un secteur des travailleurs et non à l'ensemble de ceux-ci. Maintenant, les gouvernements se trouvent avec des déficits publics impressionnants, à cause de l'argent qu'ils ont donné à la bourgeoisie. Les patrons ont reçu une énorme quantité d'argent et ils affirment qu'ils auront besoin de davantage d'aides pour se maintenir. Toutefois, les emplois n'ont pas été garantis et le chômage a continué à croître. Les rapports du FMI et de l'OIT reflètent que le chômage continuera à croître, et cela jusqu'en 2011. Il est déjà arrivé à environ 10 % au niveau mondial et il affecte surtout les secteurs les plus vulnérables : les immigrants, les jeunes et les femmes.

La crise n'est pas la même pour tous. Les riches ont eu des pertes millionnaires mais peu d'entre eux ont tout perdu. Ils sont toujours millionnaires et vivent avec tous les luxes. Toutefois, pour les masses travailleuses, la crise signifie une véritable tragédie, par la perte ou la réduction des salaires déjà exigus. On a mis fin aux aides octroyées aux chômeurs dans certains pays et les gouvernements n'envisagent pas de nouvelles aides, alléguant des déficits publics très hauts. Et ceci concerne principalement les pays impérialistes, qui pouvaient se permettre de donner ces aides ; dans le reste du monde, celui qui a perdu son emploi se retrouve sans aucun type de soutien.

Pour surmonter la crise, le capitalisme sait qu'il va devoir approfondir beaucoup plus les attaques contre le niveau de vie des travailleurs et des peuples dans les pays impérialistes, et approfondir aussi la recolonisation des pays dépendants.

Les gouvernements du monde entier se consacrent à cette tâche. Leurs propositions sont de réduire encore plus

les droits du travail, de faciliter les licenciements en les rendant encore moins chers, de réduire les budgets sociaux pour l'éducation et les soins de santé publics. Et les patrons vont à leur tour augmenter les cadences et les journées de travail sans engager de nouveaux travailleurs.

Nous avons vu ces derniers mois comment les gouvernements accélèrent leurs plans de privatisation des services publics et comment, dans les pays dépendants, ils bradent les ressources énergétiques aux multinationales (voir les concessions et les lois pour l'exploitation des hydrocarbures et pour l'industrie minière en Equateur, au Venezuela, au Brésil, au Pérou, etc.).

### **Barack Obama attaque les droits des travailleurs et des secteurs populaires**

Avant de devenir président, Obama a négocié avec Bush l'aide millionnaire pour la bourgeoisie, et étant déjà président, il a acheminé tout ce paquet de soutien économique aux organismes financiers et aux fabricants d'automobiles. Rappelons comment son appui à GM était conditionné à ce que les travailleurs accepteraient une réduction énorme de leurs droits (retraite, salaires et plans de santé).

Nous pouvons signaler aussi comment Barack Obama a obtenu récemment l'approbation d'une réforme sanitaire aux Etats-Unis eux-mêmes. Cette réforme a été applaudie partout dans le monde comme progressiste alors qu'en réalité, elle signifie une plus grande privatisation des soins de santé et fait retomber les coûts de ceux-ci sur les travailleurs eux-mêmes, qui vont être obligés de « grossir » les comptes des compagnies d'assurance privées.

**Il faut alerter les travailleurs étasuniens, ainsi que ceux du reste du monde, sur le fait qu'Obama et les autres gouvernements bourgeois de la planète se consacrent surtout à ré-**

## **duire les droits du travail et les droits sociaux avec le discours qu'« on ne peut pas faire plus, qu'on a besoin de l'accord de tous ».**

Au niveau international aussi, Obama essaye d'imposer ses plans, à travers la négociation et à partir du prestige dont il jouit encore. Il a ainsi obtenu que ses troupes occupent Haïti, immédiatement après le séisme du mois de janvier dernier. Et il a obtenu au Honduras que le président destitué, Zelaya, accepte le plan qui l'a finalement écarté définitivement de la présidence, et que ce soient les putschistes qui organisent leurs élections.

Toutefois, ces importants succès de l'impérialisme dans quelques endroits ne peuvent pas dissimuler que dans d'autres, il ne parvient pas à avancer. C'est le cas de l'Afghanistan, où malgré l'accroissement énorme des troupes, il ne parvient pas à mettre en échec les talibans ni à avancer dans une négociation avec eux. La continuation de la guerre en Iraq et en Afghanistan, et son extension au Pakistan, se transforment en un problème de plus en plus grave pour la politique de l'impérialisme.

### **Les gouvernements « progressistes » appliquent la même recette contre les travailleurs**

Il est spécialement honteux que, face à l'augmentation du chômage, et en particulier face à ses conséquences pour les jeunes, les gouvernements dits « progressistes » proposent une augmentation de l'âge de la retraite, comme l'a fait Zapatero en Espagne. Là, en outre, on va vers une nouvelle réforme du travail qui baisse le coût des licenciements.

Au Venezuela, la crise économique affecte durement les travailleurs et le peuple. Quand les travailleurs se sont mis à combattre contre les licenciements et pour la défense de leurs salaires, attaqués par l'inflation, le gouvernement vénézuélien s'est mis du côté des multinationales : il persécute les travailleurs qui combattent et il met les dirigeants syndicaux en prison.

Le gouvernement de Lula au Brésil, pour sa part, a donné 370 milliards de reais (160 milliards d'euros) aux banquiers et aux grandes entreprises pour les « sauver » de la crise, tandis que pour la destruction causée par les inondations en Rio de Janeiro, il a affecté seulement 200 millions de reais (85 mil-

lions d'euros). On comprend donc comment, en pleine crise, les banques brésiliennes sont parvenues à augmenter leurs bénéfices de 23 % par rapport à l'année précédente.

A Cuba, qui est aussi affecté durement par la crise, les interventions et les propositions du gouvernement ne sont pas très différentes. Raul Castro a annoncé qu'un million de postes de travail doivent être supprimés. Aujourd'hui, ce gouvernement est au service des multinationales, qui sont entrées à Cuba pour piller librement les travailleurs de ce pays. Les Cubains n'ont pas de droit de grève et les syndicats y sont contrôlés par l'Etat. Avec l'entrée du capitalisme dans ce pays, d'autres fléaux s'y sont ajoutés, et actuellement apparaissent le chômage et la pauvreté, alors que les soins de santé et l'éducation, jadis exemplaires dans le monde, sont en train d'être démantelés. Les travailleurs cubains vont devoir combattre pour défendre leurs emplois, et pour cela, ils devront conquérir les libertés démocratiques qui leur font défaut.

### **La tragédie des travailleurs immigrants, des femmes, des minorités opprimées et de la jeunesse**

Mais, en outre, la crise n'affecte pas tous les travailleurs de la même façon. Il est évident que les couches les plus exploitées et opprimées sont les plus touchées. Les travailleurs immigrants ont vu augmenter les agressions racistes et leur expulsion des pays riches. Les immigrants ont été les premiers à perdre leur emploi car il est plus facile de les écarter, puisqu'ils ont les pires emplois et les moindres garanties de travail.

Il y a un an, nous avons dénoncé que les femmes allaient être durement affectées par la crise. C'est ce qui s'est passé. La perte d'emplois a mené à une augmentation de l'oppression de la femme travailleuse. Chaque femme qui perd son emploi recule dans son émancipation, puisqu'elle a besoin de disposer de son propre salaire pour ne pas dépendre de son compagnon. Actuellement, beaucoup de femmes qui ont perdu leur emploi, ont dû accepter des travaux moins rémunérés, avec de pires horaires et une moindre qualification, pour maintenir leurs familles. Et elles ont, en outre, davantage de difficultés pour s'organiser syndicalement.

Nous voyons aussi comment la crise ferme encore plus le chemin à l'emploi

et à l'émancipation pour la jeunesse. Avec ceci, nous observons comment les politiques de privatisation de l'enseignement empêchent l'accès de la jeunesse ouvrière et populaire à l'éducation, qui est de plus en plus réservée à une élite, une sélection minoritaire.

Dans beaucoup de pays, les Noirs et les Indiens voient comment croît leur oppression, étant donné la diminution du marché du travail. Tout comme les immigrants, ils subissent le racisme, mais dans leur propre pays. Les peuples indigènes sont attaqués par la voracité des multinationales pour exploiter leurs terres originaires.

### **Les masses commencent à se mobiliser dans différentes parties du monde**

Il y a un an, les travailleurs ont été confrontés à une offensive dure de la part des gouvernements et des patrons. Ils ne sont pas parvenus à faire face au coup dur qui a accompagné le début de la crise. Les messages des gouvernements et des bureaucraties syndicales, de rester calme et d'avoir confiance en une récupération économique rapide, ont trouvé un écho dans les masses, qui se trouvaient face à un futur de désolation, où les fermetures d'entreprises et les licenciements en masse étaient le pain quotidien.

La bureaucratie syndicale a été la principale digue de retenue des protestations ouvrières contre la crise. Elle a accepté les fermetures, les licenciements et les réductions des droits, en arrivant tout au plus à exiger, dans le meilleur des cas, de meilleures indemnités. Les bureaucraties syndicales essaient d'isoler les luttes et de ne pas les mener jusqu'à la fin. Elles pactisent le plus tôt possible, pour que ces luttes ne s'étendent pas. Elles appellent à des mobilisations quand elles ne voient pas d'autre issue, vu la pression de la base, mais elles essaient de les contrôler et de les freiner. C'est pourquoi, beaucoup de luttes sont mises en échec encore aujourd'hui, et les patrons continuent à attaquer sans qu'il y ait une résistance unifiée. De cette façon, les licenciements continuent et le chômage augmente.

En 2009 il y a eu d'importantes luttes, parmi lesquelles nous devons inclure celles des paysans indigènes du Pérou, qui ont mis en échec le gouvernement de Alan García à Bagua ; la résistance



héroïque, pendant plus de cinq mois, du peuple hondurien contre le putsch militaire ; les mobilisations contre la dictature des Ayatollahs en Iran ; la résistance du peuple palestinien , les premières mobilisations massives en Grèce. Il s'agit de luttes significatives, mais il faut signaler que, pour les motifs indiqués plus haut, la classe ouvrière n'est pas sortie partout dans le monde avec la détermination requise pour mettre en échec l'attaque dont elle faisait l'objet.

En 2010, le panorama commence à changer. Les travailleurs ont vu que l'argent public a été donné aux capitalistes sans pour autant garantir leurs emplois et leurs salaires. Maintenant que les gouvernements veulent récupérer l'argent qu'ils ont donné, en le retirant des travailleurs, il y a une réaction de la part des masses. Dans le monde, principalement dans plusieurs pays européens, les mobilisations et les grèves s'enchaînent ; il y a eu, en outre, les mobilisations des étudiants et des immigrants aux Etats-Unis ; les luttes continuent en Argentine, au Mexique, etc. ; et il y a eu une insurrection en Kirghizie. Il faut souligner les grèves générales grecques, qui s'opposent à que ce soient les travailleurs qui payent le déficit public énorme généré en faveur des entités financières. Nous sommes donc face à ce qui peut être une importante montée des masses. Il faut maintenant que la mobilisation ait lieu et se développe, pour inverser la situation dans laquelle la crise économique nous a laissé.

### **Combattre pour que la reprise soit pour les travailleurs**

Pour les travailleurs et les exploités du monde, il n'y a pas d'autre chemin. Nous ne pouvons pas attendre des solutions pour nos problèmes de quelque gouvernement bourgeois que ce soit. Nous n'avons pas d'autre alternative que de combattre, de combattre, et encore de combattre, pour défendre nos emplois, notre droit à l'éducation et aux soins de santé publics et gratuits, notre droit à une pension de retraite digne, pour défendre que la jeunesse, les femmes, les Noirs, les Indiens et les immigrants aient du travail et que l'on respecte leurs droits.

Les plans des gouvernements sont là pour défendre les patrons, les capitalistes. Si nous voulons une solution qui profite aux travailleurs et

aux exploités du monde, nous devons combattre contre ces mesures. Les propositions des gouvernements des capitalistes, il faut les combattre en proposant des mesures ouvrières, en expliquant que seulement avec le socialisme, il y a une solution pour la crise. Le capitalisme ne peut pas garantir un futur de paix et de prospérité, il garantit seulement l'opulence pour quelques-uns et de plus en plus de misère pour le reste.

### **Restaurer l'unité de la classe**

La crise économique mondiale nous a montrées comment tous les gouvernements du monde ont eu une stratégie commune : faire peser le poids de la crise sur les épaules de la classe ouvrière et des exploités du monde. Entre-temps, nous, les travailleurs, nous sommes encore divisés pays par pays, et dans chaque pays, nous sommes divisés entre nous, à cause du rôle des bureaucraties syndicales, comme nous avons vu. Toutefois, nous voyons aussi comment, quand nous combattons ensemble, nous avons la force nécessaire pour vaincre. Nous savons que, pour mettre en échec les plans de misère, nous avons besoin de mener une lutte sans trêve ; pour gagner, nous avons besoin de mener une lutte tenace et de plus en plus forte. Et nous savons que, pour vaincre, nous avons besoin de l'unité de toutes les organisations syndicales et ouvrières, mais l'unité... pour combattre.

C'est pourquoi, nous avons besoin d'étendre les exemples de chaque lutte dans laquelle une victoire est obtenue, de chaque lutte dans laquelle les travailleurs parviennent à restaurer l'unité et la solidarité de classe. Nous devons exiger des centrales syndicales qu'elles cessent d'être des laquais des gouvernements du moment et qu'elles convoquent à la mobilisation. Et à la fois, nous devons combattre ces mêmes bureaucraties syndicales, pour être inconséquentes, en ce sens qu'elles font l'unité avec les gouvernements et les patrons et non avec les travailleurs, et qu'elles ne mènent pas la lutte jusqu'au bout. Sur ce chemin nous devons construire des organisations ouvrières réellement démocratiques et combatives, qui nous servent à faire face aux nouvelles attaques qui nous tombent dessus.

### **... et l'internationalisme**

Le Premier Mai a été proposé par la Seconde Internationale pour que, ce jour, les travailleurs du monde entier, nous puissions montrer notre force et notre unité. Ce Premier Mai a eu lieu sous le drapeau de l'exigence, partout dans le monde, de la journée de 8 heures de travail. Aujourd'hui, quand le chômage sévit, nous devons exiger de travailler moins pour que tous travaillent, au lieu de voir augmenter brutalement les rythmes et les heures de travail. Nous devons exiger la réduction de la journée de travail. Ce Premier Mai, nous devons sortir de nouveau pour combattre ensemble pour nos revendications, et pour manifester notre soutien aux peuples qui combattent contre l'impérialisme.

C'est pourquoi nous croyons qu'il est plus que jamais nécessaire que les travailleurs s'organisent à l'échelle internationale. Mais non comme propose le président vénézuélien Hugo Chávez, qui prétend former une Vème Internationale en unissant les travailleurs avec les représentants de la bourgeoisie. Nous, la LIT-QI, nous pensons que la seule Internationale que nous devons construire est celle des travailleurs, qui dirige tous les exploités et opprimés du monde contre ce système qui offre seulement de la misère. C'est pourquoi nous combattons pour reconstruire la IVème Internationale, celle qui arbore les drapeaux de Lénine et la Révolution Socialiste d'Octobre. Nous combattons pour détruire le capitalisme, nous combattons pour le socialisme international.

**POUR LA DEFENSE DES EMPLOIS ET POUR DES SALAIRES DIGNES !**

**CONTRE LES PLANS DE SAUVETAGE POUR LA BOURGEOISIE !**

**POUR L'UNITE DE TOUS LES EXPLOITES CONTRE TOUS LES GOUVERNEMENTS PATRONAUX !**

**VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE MONDIALE !**

**VIVE LE PREMIER MAI !**

# Le PSOL divisé définit une candidature

Par Eduardo Almeida - PSTU

La Conférence électorale du PSOL a approuvé la candidature de Plinio de Arruda Sampaio à la Présidence de la République. Cela pourrait satisfaire ses partisans, mais les conditions dans lesquelles cette décision a été prise montrent la crise grave que traverse ce parti.

Des accusations de vol du web, de fraudes dans les assemblées plénières de base et d'agressions physiques ont été rendues publiques lors de la préparation de la Conférence Nationale de ce parti. Finalement, ce sont deux conférences qui ont eu lieu séparément, chacune avec un bloc significatif du parti et des accusations de part et d'autre.

Dans l'une des conférences Plinio de Arruda Sampaio, pré-candidat à la présidence, a indiqué que "Martiniano et ses partisans ne se sont pas présentés", et ainsi "Plinio a été élu à l'unanimité". Ils ont aussi indiqué que les partisans de Martiniano ont fraudé les assemblées plénières de base. L'autre bloc, qui se nomme "majorité des délégués élus" accuse les partisans de Plinio de vaincre par le "tapetão" [1] : la direction nationale aurait contesté des délégués d'Acre et de Roraima qui soutenaient la candidature de Martiniano pour transformer la minorité (les partisans de Plinio) en majorité. La présidente et l'une des plus grandes figures publiques du PSOL, Heloísa Helena, fait partie de ceux qui remettent fortement en question la désignation de Plinio.

Entre ces deux blocs s'est mis en place un "accord tactique" pour se présenter aux élections, sans unité dans la candidature à la présidence. Le bloc MES-MTL-Heloísa ne remettra pas en cause le résultat devant la Justice, mais ne fera pas campagne pour Plinio. La confrontation a été ajournée après les élections, à partir du rapport de forces qui dépendra des parlementaires élus en octobre. Une partie des militants du PSOL doit être plus tranquille, parce que "Plinio a finalement été désigné". Mais quel est ce parti, où le candidat va passer une large part de la campagne à expliquer pourquoi l'autre moitié du parti (y compris sa présidente) est contre lui? Quel est ce parti où la simple élection d'un candidat menace d'une rupture par la moitié?

Quelques uns croient que cette crise s'explique par le conflit entre Martiniano et Plinio. Mais cela n'est que la forme sous laquelle se manifeste la crise. On ne peut comprendre une confrontation aussi violente pour l'élection d'un candidat qui, comme chacun le sait, n'obtiendra pas beaucoup de voix. N'y aurait-il pas quelque explication plus profonde, dans la conception selon laquelle le PSOL a été créé et construit?

Nous ne pensons pas, quant à nous, que la crise s'explique par la lutte d'un bon et d'un mauvais camp. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'erreurs grossières et inadmissibles. Mais c'est la conception électoraliste du parti, pour laquelle la majorité des deux côtés est en accord, qui est erronée et constitue l'origine de cette crise. Ces événements ne peuvent être un motif de joie pour personne. Ce type de crise a des conséquences néfastes pour toute la gauche. On ne débat pas des différents programmes, mais de qui a volé le Web, de qui a fraudé et où. Cela renforce le scepticisme et le sentiment anti-parti dans l'avant-garde.

C'est pourquoi il est nécessaire de clarifier l'origine de cette crise, pour qu'il n'en reste pas que la désillusion et le manque de perspectives. Nous voulons ici faire part d'une réflexion qui sera nécessairement limitée puisque venant de quelqu'un qui a suivi la crise de l'extérieur.

## Les conséquences de la conception de parti dans la crise

Quand le PSOL a été créé, on a dit que son fonctionnement dans lequel "chacun fait ce qu'il veut" était l'expression d'un parti "démocratique". En vérité, c'est un parti électoraliste qui tourne autour des députés qui, en effet, peuvent faire ce qu'ils veulent, indépendamment de la volonté des militants de base du PSOL.

Un des exemples majeur de ce fonctionnement, et le départ de cette crise, a été le refus de Heloísa Helena de disputer la présidence du pays. Sa candidature était soutenue par une très large majorité des militants, mais elle a privilégié son élection au sénat d'Alagoas,

ouvrant ainsi une crise dans le parti. Mais si elle a pu faire cela, c'est parce que le PSOL est un parti électoraliste, où les députés et les figures publiques font ce qu'ils veulent.

Avec le refus de Heloísa s'est ouvert le conflit autour de la candidature à la présidence. La lutte a dégénéré en confrontation fratricide parce que, pour les députés du parti, c'est une lutte par le contrôle de l'appareil national du PSOL. En outre, la désignation d'un candidat à la présidence peut faciliter ou compliquer la réélection d'un des députés de son état.

Ce qui explique cette crise violente est le poids décisif des élus dans un parti électoraliste.

## Un parti où les militants ne décident pas

Les accusations de fraude dans les plénières sont généralisées. Nous n'allons pas juger de cela, ce n'est pas notre préention. Mais aucun des deux blocs ne remet en question la méthodologie selon laquelle se sont tenues ces assemblées plénières. Le PSOL fonctionne exactement comme le PT, avec les décisions qui sont prises par les affiliés. Les militants du PSOL, qui sont dans les mouvements sociaux, qui construisent le parti à la base, ne sont pas ceux qui décident. Ce sont les affiliés qui décident, et encore sans tenir aucun engagement auprès des militants.

C'est là l'une des caractéristiques des partis électoralistes, défendue comme le signe d'un "parti ouvert", "large". En vérité, cela privilégie les appareils (les élus, le plus souvent), qui peuvent amener en voiture les affiliés qui votent dans des plénières faussées. Les moments les plus vivants de cette pré-Conférence ont été les assemblées de débats des candidats, qui en général ont réuni les militants du PSOL. Mais les militants réunis là ne votent pas, car ceux qui décident sont les affiliés, amenés par ceux qui en ont les moyens de l'appareil.

Cette méthodologie, outre qu'elle est absolument antidémocratique, rend possible de manière beaucoup plus vaste les fraudes. Des fraudes aussi bien dans les assemblées plénières de base que dans les débats, pour changer

le rapport de forces. C'est n'est pas la base qui a décidé la Conférence, mais une lutte violente des chefs de file parlementaires du parti.

## Le "tout se vaut" généralisé

Il existe une morale bourgeoise, approfondie par le néo-libéralisme, qui peut être résumée par "tout se vaut" pour atteindre un objectif. Cette morale est installée dans les partis électoraux comme le PT, où l'on pratique toute sorte de manœuvre pour devenir élu ou dirigeant. Mensonges, calomnies, fraudes, agressions physiques, tout se vaut pour obtenir une charge et ses avantages matériels.

Il n'est pas vrai que le mouvement ouvrier ne possède pas de morale. L'accusation que la bourgeoisie nous lance, à savoir, que pour la gauche "la fin justifie les moyens", n'est qu'une auto-justification de sa propre morale du tout-se-vaut.

Dans le mouvement ouvrier une morale distinguée naît de la lutte elle-même. Dans une grève, par exemple, la solidarité de classe, la fraternité parmi ceux qui sont mobilisés sont des faits naturels. Toute personne qui a déjà pris part à une grève a vécu cette expérience. Pour le mouvement ouvrier, toutes choses ne sont pas égales, est valable ce qui fortifie le mouvement. Les calomnies, les fraudes affaiblissent le mouvement et ne sont pas justifiables. La fraternité, la solidarité, le débat d'idées respectueux fortifient le mouvement.

C'est pourquoi cette crise du PSOL est démoralisante et se répercute sur toute l'opposition de gauche. On n'a pas débattu de programmes et de stratégies, mais plutôt de qui a volé qui. Le tout-

se-vaut qui existait dans le PT s'est généralisé au PSOL.

## La conjoncture et la crise

Il existe une conjoncture politique qui aide à expliquer la crise du PSOL. Le poids du gouvernement Lula parmi les travailleurs et la jeunesse limite beaucoup l'espace électoral pour une opposition de gauche. Cela explique pourquoi Heloísa Helena n'a pas voulu être candidate à la présidence. Cela explique aussi pourquoi au moins une partie des actuels députés de ce parti voient leur réélection menacée. C'est pourquoi la scission s'est faite avec tant de virulence dans le conflit d'appareil du PSOL. Cette même conjoncture, toutefois, si elle était analysée sous un autre angle, en dehors de l'électoratisme, peut permettre d'importantes avancées. Il existe des mobilisations salariales significatives en cours dans le pays. Le Congrès de la Classe Ouvrière en juin vise à une unification qu'il peut être la principale conquête du mouvement contre le gouvernement Lula. Et même en termes électoraux, il est possible de faire une importante campagne, avec un programme de classe et socialiste, qui montre une perspective différente pour les travailleurs.

## Centralisme démocratique contre centralisme bureaucratique parlementaire

Le PSTU défend une autre conception du parti, avec un fonctionnement organique basé dans centralisme démocratique. La bourgeoisie tout comme les partis électoraux accusent cette forme de fonctionnement léniniste d'être "antidémocratique", parce qu'elle exige

que tous appliquent la même politique après qu'elle a été votée.

En vérité, c'est le fonctionnement le plus démocratique. Ce sont les militants qui décident lors des congrès et conférences du parti quelle politique sera appliquée par tous. Après un débat vaste et démocratique, on vote la politique et tous l'appliquent. Il n'existe aucun privilège pour les figures publiques et les dirigeants du parti.

Lors des élections de 2006, le PSTU a tenu une conférence électorale pour débattre de la tactique à mettre en oeuvre. Trois positions ont été défendues (front de gauche, candidature propre ou abstention) dans un débat libre, large et démocratique. La tactique du front de gauche a reçu la majorité des voix de la conférence, et a été appliqué par tous. Il s'agit d'un fonctionnement beaucoup plus démocratique que celui des partis électoralistes. Dans ces partis, comme le PT et le PSOL, en apparence la liberté est complète, mais en réalité il s'agit d'un centralisme bureaucratique des parlementaires. Ils ont accès à la presse et les positions du parti qui apparaissent sont les leurs, indépendamment de l'avis des militants. Et ils peuvent donner la dynamique du parti, qui tourne autour d'eux, comme les parlementaires du PSOL ont donné la regrettable dynamique de la crise actuelle.

[1] - *vaincre au moyen d'arguties ou de pièges bureaucratiques*

Source: **Opinião Socialista n° 402, Avril 2010**

Traduction : **Garlone**

<http://www.gsi-litqi.org/>

## Sommaire du n° 98

- ✓ **Edito. Contre les plans impérialistes : Unité ouvrière ! p.2**
- ✓ **Revue de presse sociale. p.3**
- ✓ **L'abstention aiguë la crise du NPA. p.5**
- ✓ **Toujours moins d'impôts... p.6**
- ✓ **Non à la liquidation des retraites par répartition. p.8**
- ✓ **Entretien avec Jean, travailleur pour le groupe Safran. P.10**
- ✓ **Les syndicats de France Télévision en ordre dispersé. p.11**
- ✓ **Table ronde éducation. p.12**
- ✓ **Ni sélection, ni expulsion, régularisation... p.14**
- ✓ **Kirghizistan. p.15**
- ✓ **Courrier International—Premier Mai p.16**
- ✓ **Le PSOL divisé... p.19**